

RELATIONS INTERNATIONALES

Moscou regrette la décision américaine de quitter le traité FNI

1^{er} février 2019

La Russie a regretté vendredi la décision des Etats-Unis de se retirer du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) en accusant Washington d'avoir refusé de négocier avec elle pour éviter un tel résultat.

Les Etats-Unis ont fait savoir jeudi qu'ils cesseraient dès ce week-end de respecter le traité FNI, signé en 1987 par le président américain Ronald Reagan et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Le texte visait à l'élimination de tous les missiles de croisière et missiles balistiques américains et russes lancés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 et 5.500 km.

Washington accuse Moscou depuis plusieurs mois de violer déjà ce traité en alignant dans son arsenal militaire des missiles Novator 9M729/SSC-8.

Pour l'Otan, comme pour Washington, le Novator 9M729/SSC-8 est capable de frapper une cible distante de 500 à 1.500 km, ce que dément le Kremlin qui affirme que la portée de ce missile ne dépasse pas 500 km.

Le retrait des USA du traité FNI va certainement relancer la course aux armements.

Source : Reuters

Trump rencontrera Xi pour tenter de sceller un accord USA-Chine

1^{er} février 2019

Le président américain Donald Trump a déclaré jeudi qu'il rencontrerait bientôt son homologue chinois Xi Jinping pour tenter de sceller un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine, le négociateur en chef de Washington ayant fait part de "progrès substantiels" dans les négociations avec Pékin.

S'exprimant à la Maison blanche lors d'une réunion avec le vice-Premier ministre chinois Liu He, Donald Trump s'est dit convaincu que Washington et Pékin parviendraient à "l'accord le plus important jamais conclu".

Les discussions organisées mercredi et jeudi à Washington ont permis de réaliser d'"importants progrès", a déclaré pour sa part la délégation chinoise.

La Chine va accroître ses importations de produits agricoles américains, d'énergie et de produits industriels, a-t-elle précisé.

Aucune rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping n'a pour l'instant été programmée, mais le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, qui mène les négociations commerciales pour Washington, a déclaré qu'une délégation américaine avait été invitée à Pékin à la mi-février pour poursuivre les discussions.

Cette annonce a été faite à l'issue de deux jours de pourparlers destinés à avancer vers un accord d'ici au 1^{er} mars, fin programmée de la trêve commerciale décidée par Trump et Xi lors de leur entretien en marge du sommet du G20 en décembre.

La Maison blanche a rappelé que le 1^{er} mars était une date butoir pour parvenir à un accord commercial, sous peine que Donald Trump relève de 10% à 25% les droits de douane sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés dès le 2 mars.

Un membre de la chambre américaine du Commerce a noté que d'importantes divergences demeuraient entre les Etats-Unis et la Chine, cette dernière n'ayant pas formulé de propositions nouvelles pour répondre aux préoccupations de Washington concernant les transferts de technologie forcés et les subventions à l'industrie.

Source : Reuters

La directrice financière de Huawei de retour devant un juge canadien

29 janvier 2019

La directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei a comparu mardi devant un tribunal canadien pour modifier les termes de sa liberté conditionnelle à Vancouver, au lendemain de la publication par la justice américaine des chefs d'inculpation motivant sa demande d'extradition.

L'annonce par l'administration de Donald Trump d'une longue série de chefs d'inculpation contre cette dirigeante et ce fleuron chinois a fait enrager Pékin : le gouvernement a accusé mardi les Etats-Unis de "visées politiques" dans cette affaire et pressé Ottawa de libérer Meng Wanzhou.

Washington poursuit Huawei et sa numéro 2 pour espionnage industriel et violations des sanctions américaines contre l'Iran. Fille du fondateur du groupe de télécommunication, Mme Meng a comparu à Vancouver devant le juge William Ehrcke, de la Cour suprême de Colombie-Britannique, pour lui demander des aménagements pour sa liberté conditionnelle.

L'arrestation de Mme Meng par le Canada a créé une crise diplomatique sans précédent entre Ottawa et Pékin, alors que les deux pays avaient lancé des "discussions exploratoires" en vue d'un traité de libre-échange.

Les autorités chinoises ont depuis arrêté deux Canadiens, tandis qu'un tribunal chinois a condamné à mort un troisième, mais Pékin assure que ces mesures sont sans lien avec l'affaire Huawei.

Selon le dossier d'accusation présenté lundi, le ministère américain de la Justice a retenu 13 chefs d'inculpation, liés à des violations des sanctions américaines contre l'Iran, à l'encontre de Huawei et de sa directrice financière. Il a également inculpé deux filiales de Huawei pour vol de secrets industriels du groupe de télécoms américain T-Mobile.

Huawei, numéro 2 mondial des smartphones a dit n'avoir "pas connaissance d'actes répréhensibles de la part de Mme Meng".

Très remonté, le ministère chinois des Affaires étrangères a fermement dénoncé mardi les "visées politiques et les manipulations politiques" derrière les accusations américaines.

Le Canada doit gérer cette crise diplomatique sans son ambassadeur à Pékin, congédié ce weekend par Justin Trudeau pour avoir notamment déclaré que ce serait "très bien pour le Canada" si Washington renonçait à demander l'extradition de Mme Meng. "Il y a urgence pour le gouvernement de nommer un nouvel ambassadeur", a concédé la ministre Chrystia Freeland.

Source : AFP

AFRIQUE

Boko Haram a tué 60 habitants d'une ville du nord-est du Nigeria

1^{er} février 2019

Le groupe Boko Haram a tué au moins 60 personnes lors d'une nouvelle attaque lancée lundi contre la ville de Rann, dans le nord-est du Nigeria, a annoncé vendredi Amnesty International. Les djihadistes nigériens avaient déjà attaqué la ville le 14 janvier en mettant en déroute les soldats nigériens qui y étaient stationnés.

L'attaque avait été attribuée à l'ISWA (Etat islamique en Afrique de l'Ouest), créé en 2016 par des dissidents de Boko Haram.

L'armée nigérienne, appuyée par des soldats camerounais de la force conjointe constituée par les pays de la région avaient repris le contrôle de Rann le 15 janvier.

Mais après le départ du contingent camerounais, les soldats nigériens ont préféré s'en retirer également faute de disposer d'effectifs et de matériel suffisants, a-t-on appris de source sécuritaire.

Source : Reuters

L'ONU lance un appel de fonds humanitaire pour faire face à la crise au nord-est du Nigéria

29 janvier 2019

Des millions de civils continuent de faire face à des conditions très difficiles dans le nord-est du Nigéria et le reste de la région du lac Tchad, où une récente flambée de violence causée par le groupe extrémiste Boko Haram a déraciné des dizaines de milliers de personnes et exacerbé une situation humanitaire déjà dramatique.

C'est dans ce contexte que l'ONU et ses partenaires, avec l'appui des gouvernements du Nigéria et des pays hôtes des réfugiés nigériens, ont présenté la stratégie de réponse humanitaire 2019-2021 pour le nord-est du Nigéria et le plan régional d'aide aux réfugiés nigériens.

Ils demandent respectivement 848 millions de dollars et 135 millions de dollars pour continuer à fournir de la nourriture, de l'eau, des abris et une protection aux populations les plus vulnérables du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger.

La stratégie de réponse humanitaire définit également une vision collective d'action humanitaire pour les prochaines trois années. C'est la première fois au Nigéria que les acteurs humanitaires adoptent une approche pluriannuelle.

« Nous devons poursuivre les efforts déployés ces dernières années pour que l'aide parvienne à ceux qui en ont le plus besoin. Le conflit qui dure depuis une décennie a causé d'immenses souffrances. Nous avons sauvé des millions de vies et nous nous efforçons de fournir une aide immédiate », a déclaré Edward Kallon, Coordinateur humanitaire de l'ONU pour le Nigéria.

Les organisations humanitaires au Nigéria ciblent 6,2 millions de personnes les plus durement touchées par la crise à Borno, Adamaoua et Yobe dans le nord-est du pays. De son côté, le HCR a besoin d'argent pour aider 228.500 réfugiés nigériens qui ont fui vers le Cameroun, le Tchad et le Niger.

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés a signalé une situation inquiétante. « Les attaques ont encore tué des civils et forcé des milliers de personnes à fuir. Tous continuent de payer un lourd tribut », a déclaré Liz Ahua, Coordinatrice régionale pour les réfugiés nigériens et Représentante régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest.

Alors que des réfugiés nigériens continuent d'arriver dans des communautés très isolées et appauvries dans les pays voisins, « il est temps d'élargir notre réponse à une approche à plus long terme pour soutenir ceux qui ont été forcés de fuir et les communautés qui les accueillent, car elles vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté », a-t-elle ajouté.

Aujourd'hui, 2,5 millions de personnes sont déplacées dans la région du lac Tchad, dont 1,8 million au Nigéria et 228.500 réfugiés dans les pays voisins.

La recrudescence récente de la violence dans le nord-est du Nigéria a obligé plus de 80.000 civils à chercher refuge dans des camps surpeuplés ou dans des villes de l'État de Borno.

Plus de 15.000 personnes ont fui vers le Cameroun et le Tchad voisins ces dernières semaines. Les hostilités ont également mis à rude épreuve les opérations humanitaires. La destruction des moyens de subsistance et des infrastructures est généralisée.

Source : ONU

L'opposition au Nigeria suspend sa campagne présidentielle

26 janvier 2019

Le principal parti de l'opposition au Nigeria a annoncé samedi qu'il suspendait sa campagne électorale pour 72 heures en guise de protestation après la sanction prise contre le principal juge du pays.

Le président sortant, Muhammadu Buhari, qui briguera un nouveau mandat le 16 février, a suspendu vendredi le "chief justice" Walter Onnoghen, cité à comparaître devant un tribunal sur des soupçons de sous-déclaration de ses revenus. En sa qualité juge en chef, Walter Onnoghen est le juge qui pourrait avoir à trancher d'éventuels litiges post-électoraux.

Source : Reuters

Quatre soldats tués dans le nord du Burkina Faso

28 janvier 2019

Quatre soldats burkinabés ont été tués par des inconnus lundi près de la frontière malienne, où dix civils avaient trouvé la mort la veille, rapportent l'armée et les services de sécurité.

Les mouvements djihadistes actifs au Mali et au Niger voisins multiplient depuis deux mois les violences dans le nord du Burkina Faso.

Les 4 soldats tués lundi, auxquels s'ajoutent cinq blessés, appartenaient à une unité antiterroriste affectée à la région de Nassoumbou, précise l'armée.

Le ministère français des Affaires étrangères s'inquiète dans un communiqué "de l'augmentation des attaques contre les forces de sécurité et les populations civiles du pays".

Source : Reuters

Arrestation de l'opposant camerounais Maurice Kamto

29 janvier 2019

Le chef de l'opposition camerounaise Maurice Kamto, arrivé deuxième à l'élection présidentielle d'octobre et qui conteste toujours la victoire du président Paul Biya, a été arrêté lundi, a annoncé son avocat.

Kamto a mobilisé l'opposition contre le président Paul Biya depuis sa défaite lors de l'élection présidentielle d'octobre, qu'il qualifie de fraude électorale. Il s'était proclamé vainqueur au lendemain du scrutin, largement remporté par Paul Biya.

Source : Reuters

Centrafrique : le Conseil de sécurité renouvelle pour un an les sanctions

31 janvier 2019

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé jeudi de proroger jusqu'au 31 janvier 2020 l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine (RCA), ainsi que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs infligés aux personnes ou entités désignées par son comité des sanctions.

Il s'agit des personnes et entités qui commettent ou appuient des actes compromettant la paix et la sécurité, violent l'embargo sur les armes, recrutent des enfants, aident les groupes armés ou les réseaux criminels par l'exploitation illicite des ressources naturelles, font obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire ou attaquent la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), celle de l'Union européenne et les forces françaises.

Les dispositions relatives à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs s'appliquent également aux individus et entités qui commettent des actes d'incitation à la violence, en particulier à motivation ethnique ou religieuse, compromettant la paix et la sécurité en RCA.

Par la présente résolution, le Conseil se déclare en outre « particulièrement préoccupé » par les informations selon lesquelles des réseaux transnationaux de trafiquants continuent de financer et d'approvisionner les groupes armés et demande au Groupe d'experts de prêter une attention particulière à l'analyse de ces réseaux.

Source : ONU

RDC : deux mois après des affrontements meurtriers, Yumbi reste une « ville fantôme » (MONUSCO)

30 janvier 2019

Au moins 535 civils ont été tués dans les violences interethniques qui ont touché mi-décembre le territoire de Yumbi, dans l'ouest nord de la République démocratique du Congo (RDC), à la frontière avec la République du Congo, révèle un rapport préliminaire de l'ONU.

Entre le 16 et le 18 décembre 2018, de violents affrontements ont opposé les communautés Batende et Banunu vivant sur ce territoire de la province du Mai-Ndombe. Les violences ont été déclenchées à la suite d'un conflit portant sur l'inhumation d'un chef coutumier Banunu dont la communauté avait souhaité enterrer le corps à Yumbi.

Plus de deux mois après ces affrontements, la situation à Yumbi est « étrange », souligne la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO).

« C'est une ville fantôme. Il n'y a plus rien. Quasiment plus personne », a déclaré la porte-parole de la MONUSCO, Florence Marchal qui s'est rendue à Yumbi.

Située au bord du fleuve Congo, Yumbi a vu la plupart de ses bâtiments détruits par les violences. 967 maisons, 14 églises, 17 écoles, 5 centres de santé ont été pillées et/ou détruits. « Des bateaux ont également été détruits », a précisé Mme Marchal. C'est important car la communauté Banunu est principalement composée de pêcheurs.

Plus de deux mois après les affrontements, la MONUSCO estime important de tout mettre en œuvre pour faire revenir le plus rapidement possible à Yumbi les habitants des deux communautés pour qu'elles puissent reprendre leur coexistence.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), environ 16.000 personnes ont fui le territoire de Yumbi, la plupart ayant trouvé refuge de l'autre côté du fleuve Congo en République du Congo (Congo-Brazzaville).

Source : ONU

L'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC est la deuxième plus importante de l'histoire (UNICEF)

30 janvier 2019

Plus de 740 personnes ont été infectées et plus de 460 sont mortes depuis l'apparition de la dernière épidémie d'Ebola qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) depuis bientôt six mois, a confirmé mercredi l'UNICEF.

Selon l'UNICEF, ces tendances confirment que cette épidémie, dans l'est de la RDC, est devenue la deuxième plus meurtrière de l'histoire, après l'épidémie qui s'est propagée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest de 2014 à 2016, qui figure toujours au premier rang des épidémies d'Ebola les plus meurtrières (28.000 personnes touchées et plus de 11.000 décès).

Aux côtés du gouvernement et de ses partenaires, l'UNICEF intensifie sa réponse pour enrayer la propagation de la maladie. Elle accroît ses interventions pour venir en aide aux victimes, contrôler la propagation de la maladie et, à terme, mettre fin à cette épidémie mortelle.

« Bien que nous ayons pu contrôler largement la maladie à Mangina, Beni et Komanda, le virus continue de se propager dans la région de Butembo, en grande partie à cause de l'insécurité et des mouvements de population », a déclaré le Dr Gianfranco Rotigliano, Représentant de l'UNICEF en RDC.

Depuis le début de l'épidémie, l'UNICEF et ses partenaires ont déployé plus de 650 personnes aux côtés des autorités, de la société civile, des églises et des organisations non gouvernementales, afin d'aider les personnes et les familles infectées et de sensibiliser les meilleurs pratiques afin de prévenir la propagation du virus Ebola.

Source : ONU

Contestation au Soudan : Khartoum annonce la libération de toutes les personnes détenues

29 janvier 2019

Les autorités soudanaises ont annoncé la libération de toutes les personnes détenues dans le cadre du mouvement de contestation contre le président Béchir au Soudan, où de nouvelles manifestations ont toutefois été dispersées mardi.

Le Soudan, qui rencontre des difficultés économiques et fait régulièrement face à des pénuries, est secoué depuis le 19 décembre par des manifestations déclenchées par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain.

Rapidement, le mouvement s'est transformé en contestation du pouvoir du président Omar el-Béchir, qui dirige le Soudan d'une main de fer depuis un coup d'Etat soutenu par les islamistes en 1989.

Le puissant Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) mène la répression des manifestations et a détenu depuis décembre plus de 1.000 manifestants, leaders de l'opposition, militants et journalistes, selon des ONG.

"Le chef du Service national du renseignement et de la sécurité (Salah Ghosh) a émis un ordre de libération de toutes les personnes détenues lors des incidents en cours", a toutefois annoncé le ministère de l'Information.

Les Etats-Unis et l'Union européenne avaient appelé mi-janvier le Soudan à libérer les activistes "arbitrairement" détenus, les Américains mettant dans la balance la poursuite de l'amélioration des relations bilatérales.

Le département d'Etat avait également demandé à Khartoum de "permettre une enquête crédible et indépendante sur les morts et les blessés parmi les manifestants".

Selon un bilan officiel, 30 personnes ont perdu la vie depuis le début du mouvement. Des ONG évoquent toutefois plus de 40 morts.

Mardi, de nouveaux rassemblements ont été dispersés par les policiers qui ont fait usage de gaz lacrymogène à Khartoum et dans la ville voisine de Omdourman.

L'Association des professionnels soudanais est à la tête du mouvement.

Le président Béchir a refusé de démissionner et imputé les violences lors des manifestations à des "conspirateurs". Ce mouvement de contestation est inédit.

L'Arabie saoudite a exprimé sa solidarité, selon l'agence officielle saoudienne SPA.

D'après SPA, une délégation saoudienne s'est rendue au Soudan la semaine dernière pour renforcer les liens commerciaux entre les deux pays qui sont également alliés au sein de la coalition progouvernementale intervenant contre les rebelles Houthis au Yémen.

Le Qatar, en conflit diplomatique avec plusieurs pays de la région dont l'Arabie saoudite, avait apporté dès la semaine passée son soutien à Khartoum, au même titre que le voisin égyptien, dimanche lors d'une visite de M. Béchir au Caire.

Lundi, Moscou a reconnu que des "instructeurs" russes étaient présents aux côtés des forces gouvernementales au Soudan, le Kremlin ajoutant que cette présence "dans le cadre des relations bilatérales russo-soudanaises" était "absolument légitime".

Source : AFP

Somalie : au moins 2 morts dans un attentat à la voiture piégée

29 janvier 2019

Au moins 2 personnes ont été tuées et 5 blessées mardi dans un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, près du ministère somalien du Pétrole.

L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué, mais les islamistes radicaux shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont l'habitude de mener de telles opérations dans la capitale somalienne.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides. Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 20.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

Source : AFP

Au Conseil des droits de l'homme, l'Erythrée se félicite de la dynamique de paix dans la Corne de l'Afrique

28 janvier 2019

A l'occasion d'une session du groupe de travail sur l'Examen périodique universel de l'Erythrée au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, ce pays s'est félicité de la normalisation et de la dynamique de paix, de sécurité et de développement dans la Corne de l'Afrique.

« Le rapprochement entre l'Erythrée et l'Éthiopie a créé un sentiment d'espoir pour les peuples de la Corne de l'Afrique », a déclaré l'Ambassadeur Tesfamichael Gerahtu et chef de la délégation érythréenne.

Selon ce haut diplomate du Ministère des affaires étrangères, ces développements auront un effet positif considérable sur la paix, la sécurité, le développement économique et la promotion des droits de l'homme dans la région.

Cette normalisation a conduit à l'ouverture des frontières et à la libre circulation des personnes, des biens et des services. L'Érythrée et la Somalie ont également signé, en août 2018, un accord de paix et de coopération qui a abouti à la Déclaration tripartite Érythrée-Éthiopie-Somalie sur la paix et la coopération.

Par ailleurs, la délégation érythréenne a insisté sur les efforts qu'elle continue de mettre en œuvre pour « combattre et éradiquer la traite des êtres humains », notamment au niveau régional dans le cadre de l'Initiative de l'Union africaine pour la lutte contre la traite dans la Corne de l'Afrique.

Dans la Corne de l'Afrique persiste le trafic de migrants : des jeunes continuent d'être victimes de réseaux criminels de trafiquants d'êtres humains en tentant de migrer vers l'Europe et les pays du Moyen-Orient, créant ainsi un fossé générationnel.

« Le gouvernement érythréen réclame depuis des années la création d'un organe international indépendant chargé d'enquêter sur les responsables et de les traduire en justice », a ajouté M. Gerahtu, chef de la délégation érythréenne.

Source : ONU

Le sort des migrants ne s'améliore pas en Libye, malgré les ONG

31 janvier 2019

Malgré une présence de plus en plus forte des organisations humanitaires, de l'Onu et du personnel diplomatique, le sort des migrants qui transitent par la Libye ou qui y sont ramenés après avoir été interceptés en mer ne s'améliore pas, ont constaté plusieurs ONG.

Si les organisations et agences humanitaires se sont efforcées de nouer des partenariats avec le gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, pour améliorer le sort des migrants, elles ne parviennent pas à les soustraire à la torture, au travail forcé ou aux sévices sexuels.

Ceux d'entre eux qui sont interceptés en mer par les garde-côtes libyens sont le plus souvent renvoyés vers des camps de détention théoriquement placés sous l'autorité du GNA, où ils peuvent attendre pendant des mois de tenter une nouvelle traversée, d'être rapatriés ou déplacés. Mais ces camps sont en réalité souvent contrôlés par des groupes armés locaux.

"Ici, la police fait ce qu'elle veut de nous. S'ils veulent nous battre, ils nous battent (...) personne ne peut nous protéger", a dit à Reuters un migrant érythréen transféré de Tripoli à Sabha, une ville du Sud libyen, après avoir été secouru en mer en décembre 2017.

Selon plusieurs travailleurs humanitaire, les privations auxquels les migrants sont soumis résultent parfois de la corruption ou des luttes de pouvoir qui peuvent opposer les gardiens ou les responsables.

Un autre Érythréen, également joint par téléphone par Reuters, a expliqué que les migrants pouvaient obtenir leur libération en versant des pots-de-vin aux gardiens ou en travaillant pour eux gratuitement.

Quelque 5.200 migrants sont retenus dans les centres de détention libyens, une proportion très faible par rapport aux centaines de milliers qui se trouvent dans le pays, mais ces chiffres peuvent brusquement s'envoler, lorsque les garde-côtes interceptent des embarcations en mer par exemple.

Les conditions de détention déjà difficiles sont aggravées par l'arrivée de nouveaux migrants", déplorait Médecins Sans Frontières (MSF) la semaine dernière.

Beaucoup d'entre eux souffrent de malnutrition, d'hypothermie ou de diarrhée sévère et certains ont même été victimes d'abus et de tortures commis par leurs passeurs avant de prendre la mer.

Pour les ONG, l'accès aux centres de détention est aléatoire, ce qui complique singulièrement leur travail. Quant à la presse, elle ne peut y accéder que très rarement, les autorités libyennes ayant à l'esprit un reportage diffusé en novembre 2017 par CNN montrant une vente aux enchères d'êtres humains destinés à être réduits en esclavage.

L'indignation provoquée par ce reportage a conduit l'Organisation mondiale pour les migrations à bâtir un programme de "retours volontaires" auquel près de 16.500 migrants ont eu recours pour retourner dans leur pays d'origine.

Source : Reuters

Libye : les forces de Haftar contrôlent une bonne partie de Sabha

28 janvier 2019

Les forces sous le commandement du chef libyen Khalifa Haftar, qui tient la Cyrénaïque, se sont assurés le contrôle d'une bonne partie de la ville de Sabha dans le centre-sud de la Libye, ont rapporté lundi des militaires et des habitants.

L'Armée nationale libyenne, la faction de Haftar, a lancé ce mois-ci une opération dans le Sud libyen, après avoir pris le contrôle de l'est du pays au cours des trois dernières années. Cette opération vise à s'assurer la maîtrise du champ pétrolifère d'El Sharara, le plus grand de Libye, d'une capacité de 315.000 barils par jour, et de celui d'El Feel, de moindre importance.

Les installations d'El Sharara ont été mises à l'arrêt en décembre du fait d'un conflit social. Les conditions de sécurité à Sabha et dans le sud du pays sont mauvaises depuis des années en raison de fréquents heurts entre les tribus et des factions ou des islamistes. L'aéroport de Sabha est fermé au trafic civil depuis janvier 2014.

Source : Reuters

En Libye, le retour désenchanté de déplacés dans leur ville

27 janvier 2019

"Nous avons retrouvé la ville pillée, des maisons en ruines, nos oliviers brûlés". Assis dans ce qui était jadis le salon de sa maison, Moftah raconte sa désillusion en rentrant chez lui, dans l'ouest de la Libye, après des années d'exil. Al-Goualiche a payé le prix de son soutien à l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi, capturé et tué par les rebelles en octobre 2011.

Cette ville de moins de 10.000 habitants présente un paysage de désolation.

"C'était le 6 juillet 2011", se rappelle Moftah Mohamad : cette bourgade était alors la cible des "bombardements continus de l'Otan" --allié des rebelles-- qui visaient les forces loyales à Kadhafi. La population a fui.

La peur de représailles de la part de villes voisines, qui avaient pris le parti des rebelles, a empêché ensuite les habitants de revenir. L'ONU, qui tente depuis des années d'arracher un accord entre les différents acteurs politiques en Libye, encourage sur le terrain à un travail de réconciliation au sein de population, prônant notamment un retour des déplacés chez eux.

Dans ce cadre, un accord de réconciliation a été signé en 2015 entre les villes du Djebel Nefoussa, permettant ce retour, avec des promesses d'aide financière à la clé.

Même si Moftah Mohamad est accablé de voir ce qui reste de sa maison, il dit avoir préféré malgré tout rentrer chez lui.

Mais il reconnaît avoir été très déçu de voir que rien n'avait été fait pour aider à son retour.

Le maire de la ville ne cache pas non plus son impatience.

"Les habitants attendent les indemnités pour pouvoir réparer leurs maisons et les rendre salubres", explique Said Amer.

Le retour des déplacés "nécessite un plan de développement et des financements importants pour la reconstruction que nous n'avons pas", déclare à l'AFP Youssef Jalala, ministre des Affaires des populations déplacées du Gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli.

Selon lui, la faute est surtout à imputer à la communauté internationale.

"A maintes reprises, la communauté internationale a fait des promesses pour aider à la reconstruction des villes sinistrées mais rien n'a été concrétisé", déplore-t-il.

La Libye compte actuellement quelque 187.000 déplacés

Human Rights Watch (HRW) a tiré la sonnette d'alarme jeudi sur le sort des habitants déplacés de Taouarga (nord-est), une autre ville qui avait pris le parti de Kadhafi en 2011.

Selon elle, la plupart des 48.000 habitants de cette ville n'ont pu revenir chez eux depuis sept ans.

Source : AFP

Égypte : nouvel entretien Macron-Sissi, visite aux chefs religieux

29 janvier 2019

Le président français Emmanuel Macron a terminé mardi sa visite en Égypte par un nouvel entretien avec son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi, après avoir appelé au "dialogue entre les religions" durant des rencontres avec les autorités musulmanes et coptes.

Les deux hommes ont exprimé leurs désaccords sur la question particulièrement sensible des droits humains.

Plusieurs ONG ont demandé à M. Macron de suspendre les ventes d'armes susceptibles de servir à la répression d'opposants.

Lundi, M. Sissi a démenti de telles pratiques. Mais, mardi, Amnesty International a maintenu ses affirmations : "contrairement aux propos du président al-Sissi, les véhicules blindés transférés par la France ont bel et bien été utilisés dans le cadre de la répression en Égypte".

Au cours de la visite de M. Macron, une trentaine d'accords et contrats ont été signés, pour plusieurs centaines de millions d'euros.

M. Macron a aussi plaidé pour "le dialogue entre les religions".

Il a en outre assuré que le rôle de la France dans la région était d'agir "encore davantage pour accompagner l'ensemble des chrétiens d'Orient". "Sur ce point, j'ai décidé qu'une nouvelle conférence se tiendrait à Paris", a-t-il déclaré sans autre précision. Selon une source diplomatique, il s'agira d'une conférence sur les minorités religieuses d'Orient.

M. Macron s'est rendu à l'église Saint-Pierre et Saint-Paul, cible d'un attentat anti-copte en décembre 2016 ayant fait 29 morts et revendiqué par le groupe Etat islamique (EI).

Depuis fin 2016, les attentats anti-coptes se sont multipliés, tuant plus d'une centaine de personnes.

Les coptes représentent la plus grande communauté chrétienne du Moyen-Orient, avec environ 10% des quelque 100 millions d'habitants en Egypte.

Peu après, M. Macron a aussi rendu visite à Ahmed al-Tayeb, Grand imam de l'institution sunnite d'Al-Azhar.

M. Macron a enfin déjeuné avec des membres de la société civile "actifs dans les domaines de la protection judiciaire des détenus, la liberté de la presse, l'égalité femmes-hommes et la défense des enfants", a indiqué la présidence française sans révéler leurs noms.

Élu président en 2014, un an après la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, M. Sissi a remporté un deuxième mandat en 2018 et est à la tête d'un régime considéré comme autoritaire et ultra-répressif par ses opposants et les défenseurs des droits humains.

Parallèlement, mardi, Yehya Hussein Abdel Hadi, un opposant connu, a été arrêté à son domicile, a dit à l'AFP son avocat Negad el-Boraï. La veille, 5 autres militants ont été arrêtés au Caire, selon le secrétaire général de leur parti nassériste al-Karama.

Ces arrestations n'ont pas été confirmées par les autorités égyptiennes, qui ont en revanche annoncé mardi de leur côté l'arrestation de 54 membres de la confrérie des Frères musulmans, interdite en Egypte.

Source : AFP

Dans les rues du Caire, le défi des chiens errants

29 janvier 2019

Outre les embouteillages monstres, la pollution atmosphérique et l'omniprésence des déchets ménagers, les chiens errants représentent un défi de plus pour Le Caire, mégalopole surpeuplée d'environ 20 millions d'habitants.

Entre 2014 et 2017, le nombre de morsures de chiens "baladi" (chiens des rues en dialecte égyptien) et autres animaux errants est passé de 300.000 à 400.000 en Egypte, selon un rapport du ministère de l'Agriculture, qui précise que la très grande majorité de ces incidents sont causés par les chiens.

Ces quatre dernières années, 231 personnes sont mortes de ces blessures, selon le même rapport. S'il n'existe pas de statistiques officielles, le pays compterait "jusqu'à plus de 15 millions de chiens" errants, selon Chehab Abdel Hamid, vétérinaire et président de la Société pour la prévention de la cruauté contre les animaux (SPCA).

Certains chiens porteurs de la rage sont très dangereux pour l'homme : une morsure par un chien enragé être fatale en 24 heures. Lors du soulèvement populaire de 2011, qui a renversé le président Hosni Moubarak, le phénomène des chiens errants a explosé car les agents de nettoyage avaient cessé de ramasser les ordures, explique M. Abdel Hamid.

Les lacunes du système de ramassage des déchets sont "la principale cause de la crise des chiens errants en Egypte", estime le vétérinaire.

Si la cause est connue, les différentes solutions envisagées pour faire diminuer le nombre de ces chiens suscitent débats et polémiques.

Les pouvoirs publics n'interviennent qu'au cas par cas "en réponse à des plaintes de citoyens", indique le porte-parole du ministère de l'Agriculture, Hamed Abdel Dayem, qui n'évoque aucun programme spécifique de lutte contre ce phénomène. D'autres villes touchées par ce phénomène, notamment au Mexique ou au Chili, ont décidé de stériliser les chiens errants.

Source : AFP

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Gaza : plus de 30 Palestiniens blessés lors de heurts à la frontière

1^{er} février 2019

Plus de 30 Palestiniens ont été blessés par des tirs de soldats israéliens vendredi dans de nouveaux affrontements le long de la frontière entre Israël et la bande de Gaza, a annoncé le ministère de la Santé dans cette enclave.

L'armée israélienne a de son côté indiqué qu'environ "10.000 émeutiers et manifestants" s'étaient rassemblés en différents endroits le long de la barrière séparant Israël de la bande de Gaza.

"Les émeutiers ont fait rouler des pneus et jeté des pierres vers les troupes (israéliennes)", a déclaré une porte-parole militaire, ajoutant que plusieurs engins explosifs avaient été lancés en direction des soldats.

La bande de Gaza, enclave coincée entre Israël, Egypte et Méditerranée et éprouvée par les guerres, la pauvreté et les blocus israélien et égyptien est le théâtre depuis mars 2018 de protestations hebdomadaires, généralement accompagnées de violences, le long de la frontière lourdement gardée par l'armée israélienne.

Au moins 246 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis cette date, la grande majorité le long de la frontière, et un certain nombre sous des frappes israéliennes en représailles à des actes hostiles en provenance de l'enclave. Israël accuse le mouvement islamiste Hamas, au pouvoir à Gaza, d'instrumentaliser la protestation et assure ne faire que défendre sa frontière.

Source : AFP

Le sort judiciaire de Netanyahu peut être tranché avant les élections

1^{er} février 2019

Le procureur général d'Israël a averti vendredi qu'aucune raison juridique ne l'empêchait d'inculper le Premier ministre Benjamin Netanyahu à tout moment pour corruption, même si sa décision devait intervenir avant les élections législatives du 9 avril.

Avichai Mandelblit a précisé que son équipe continuait d'examiner les dossiers et comptait rendre sa décision le plus rapidement possible.

Benjamin Netanyahu brigue un cinquième mandat malgré trois enquêtes pour corruption dans lesquelles la police a recommandé son inculpation.

Il reste favori des législatives mais son principal adversaire, l'ancien chef d'état-major Benny Gantz, progresse dans les intentions de vote.

Netanyahu a déjà fait savoir qu'il ne démissionnerait pas même si le procureur Mandelbit suivait les recommandations de la police et l'inculpait pour corruption.

Source : Reuters

Israël en ordre de bataille contre les "fake news" avant les élections

1^{er} février 2019

Israël est victime à son tour de tentatives visant à manipuler l'opinion sur internet avant les élections législatives du 9 avril, en propageant des "fake news" grâce à des réseaux de comptes fictifs.

Ces "bots" sont des comptes programmés pour diffuser des messages automatiques. Face à la menace, des diplomates, hackers et programmeurs israéliens ont joint leurs forces en une insolite coalition pour identifier ces comptes et les faire supprimer des réseaux sociaux.

Si ceux qui fabriquent les "fake news" souhaitent influencer la campagne électorale, ils cherchent également à "polariser encore davantage la société israélienne et miner la confiance des électeurs dans le processus démocratique", expliquent dans un récent article Itai Brun et David Siman-Tov, chercheurs à l'Institut pour les Etudes sur la sécurité nationale.

En janvier, Nadav Argaman, le chef du puissant service israélien de sécurité intérieure (Shin Beth), avait mis en garde contre une cyberattaque de la part d'un État étranger contre le processus électoral, selon des propos retransmis par une chaîne de télévision privée.

Depuis le moment où la perspective d'élections anticipées s'est précisée, en novembre, "nous avons identifié cinq tentatives étrangères de désinformation dont le niveau de sophistication indique qu'un État étranger est impliqué", affirme Elad Ratson, à la tête de l'unité de recherche et développement du ministère des Affaires étrangères, fer de lance de la lutte contre les "bots".

Les Affaires étrangères et le Shin Beth ne nomment personne. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a pour sa part déclaré mardi qu'Israël déjouait "tous les jours" des cyberattaques de la part de l'Iran, grand ennemi de l'Etat hébreu. Noam Rotem, hacker indépendant cite, lui, sans hésiter l'Iran, l'Arabie saoudite et, "nous en sommes presque certains, la Russie".

Deux Israéliens travaillant avec Elad Ratson, Sharel Omer et Ran Margalio, savent identifier les réseaux de "bots", qui restent souvent inactifs... jusqu'au moment où ils passent tous ensemble à l'action.

Sharel Omer et Ran Margalio surveillent les comptes qu'ils soupçonnent d'être des bots. Si leurs doutes sont confirmés, ils réunissent ensuite des preuves contre eux, qu'ils présentent à Twitter afin que le réseau social supprime ces comptes. A ce jour, les deux experts sont parvenus à causer la suppression de centaines de comptes, affirme Sharel Omer.

Source : AFP

L'USAID met fin à ses aides aux Palestiniens

1^{er} février 2019

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a annoncé vendredi l'arrêt de tous ses programmes d'aide aux Palestiniens dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

L'Autorité palestinienne avait fait savoir qu'elle refuserait à partir de février les aides du gouvernement fédéral américain pour ne pas s'exposer à des poursuites aux Etats-Unis pour financement du terrorisme aux termes d'une nouvelle loi votée l'an dernier par le Congrès

L'Anti-Terrorism Clarification Act (Acta), qui entre en vigueur à compter du 31 janvier, autorise les Américains à engager des poursuites devant les tribunaux américains contre toute entité étrangère bénéficiant d'une aide des Etats-Unis et soupçonnée de complicité dans des "actes de guerre".

Source : Reuters

Israël : pour avoir trop montré ses muscles, le muezzin d'Acre licencié

31 janvier 2019

Cela faisait presque 15 ans qu'Ibrahim Masri appelait les musulmans à la prière matin et soir et la voix s'élevant de l'une des plus belles mosquées d'Israël passait elle-même pour l'une des plus belles du pays.

Mais c'est un autre muezzin qui devrait à présent officier cinq fois par jour à la mosquée el-Jazzar d'Acre (la Saint-Jean-d'Acre des chrétiens), parce qu'en dehors de réciter le rituel "adhan", Ibrahim Masri exerce une activité plus profane : culturiste.

Le ministère israélien de l'Intérieur qui supervise les affaires religieuses des communautés non-juives a déchu Ibrahim Masri après avoir conclu que le développé-couché, le levé d'haltère et le back squat en tenue légère était "incompatible" avec le rôle de muezzin en chef.

La perte de son emploi et du salaire qui va avec est censée entrer en vigueur cette fin de semaine.

Les ennuis sont apparus après qu'il eut remporté les championnats d'Israël de bodybuilding en 2017. Quelques mois après, il s'est retrouvé convoqué devant une commission de personnalités religieuses.

"Ils m'ont montré des photos de moi pendant la compétition et m'ont dit considérer qu'il n'était pas approprié pour un muezzin de pratiquer ce sport", se rappelle-t-il. Sa tenue -le port d'un simple maillot- est inacceptable pour des gens avec des convictions religieuses, lui ont-ils dit.

A l'issue de la procédure d'enquête, le ministère de l'Intérieur l'a informé qu'il perdrait son poste fin janvier.

Le ministère savait pourtant qu'il s'adonnait au culturisme avant de l'embaucher, assure-t-il. Il dit aussi leur avoir écrit pour leur dire qu'il ne prendrait "plus part à ces compétitions".

Son renvoi a causé des remous à Acre, majoritairement musulmane et chrétienne avant la création d'Israël, aujourd'hui juive à 72% selon la municipalité, mais abritant toujours une minorité arabe significative. Ibrahim Masri a encore un appel en suspens, qui doit être examiné dans les prochains jours. Une pétition de soutien a été lancée, dit son avocat.

Source : AFP

Hébron : Palestiniens, Européens inquiets de la décision d'Israël sur la mission d'observateurs

30 janvier 2019

Des responsables palestiniens et européens ont exprimé mercredi leur inquiétude et leurs regrets après la décision d'Israël de mettre fin au mandat d'une mission internationale d'observateurs basée à Hébron, une ville de Cisjordanie occupée où les tensions sont vives entre Palestiniens et colons israéliens.

La mission d'observateurs, baptisée "TIPH" (Présence internationale temporaire à Hébron), est déployée dans cette ville en vertu d'un accord israélo-palestinien, conclu après le massacre en février 1994 par un colon israélien de 29 Palestiniens priant dans le Caveau des Patriarches, lieu saint pour les juifs et les musulmans.

"Nous n'autoriserons pas la poursuite de la présence d'une force internationale qui agit contre nous", a affirmé lundi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Les Palestiniens ont dénoncé un "feu vert" donné aux colons israéliens pour commettre des abus.

Les pays européens disposant d'effectifs au sein de cette mission ont dit regretter la décision israélienne. La mission civile d'observation a pour principale tâche de recenser et rapporter les violations commises par les colons ou les Palestiniens.

Hébron est la plus grande ville de Cisjordanie, un territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans.

Elle est la seule où vivent 600 colons israéliens protégés par des milliers de soldats, des blocs de béton et des miradors, au milieu de 200.000 habitants palestiniens.

La colonisation israélienne dans les territoires occupés est considérée comme illégale au regard du droit international. A Hébron, les tensions sont particulièrement vives autour du tombeau des Patriarches --la mosquée d'Ibrahim pour les musulmans--, situé au cœur de la Vieille ville, où reposent selon la tradition plusieurs figures bibliques dont Abraham.

Source : AFP

Les géants du tourisme en ligne tirent profit de "crimes de guerre" en Cisjordanie (Amnesty)

30 janvier 2019

Les géants du tourisme en ligne Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor tirent profit de "crimes de guerre" en offrant leurs services dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, accuse Amnesty International dans un rapport publié mercredi.

L'ONG, dont le siège est à Londres, a appelé ces groupes à arrêter de proposer des logements, des activités et des attractions dans ces colonies, y compris à Jérusalem-Est. En réponse, un ministre israélien a accusé Amnesty, une des bêtes noires du gouvernement de Benjamin Netanyahu, de promouvoir le boycott d'Israël, et a menacé d'interdire à l'ONG l'accès au pays.

Selon Amnesty, Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor agissent "tout en sachant que l'occupation israélienne en Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, est régie par le droit international humanitaire en vertu duquel les colonies israéliennes sont considérées comme illégales".

"En faisant affaire avec les colonies, ces quatre entreprises contribuent au maintien, au développement et à l'expansion des colonies illégales et en tirent profit, ce qui équivaut à des crimes de guerre en vertu du droit pénal international", a-t-elle ajouté.

Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor "normalisent" les colonies de Cisjordanie occupées et de Jérusalem-Est, a déploré Amnesty International.

Airbnb avait annoncé en novembre sa décision de retirer de ses listes les logements dans les colonies de Cisjordanie, mais elle n'avait pas précisé la date d'entrée en vigueur de cette mesure.

Environ 450.000 colons israéliens vivent une coexistence souvent conflictuelle avec plus de 2,5 millions de Palestiniens en Cisjordanie, occupée depuis 1967 par Israël, tandis qu'environ 200.000 Israéliens résident à Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël.

Les colonies construites par Israël en Cisjordanie sont considérées comme illégales par une grande partie de la communauté internationale, qui les voit comme l'un des principaux obstacles à la paix.

Le gouvernement israélien, considéré comme le plus à droite de l'histoire du pays, combat farouchement tout ce qui ressemble à ses yeux à une entreprise de boycott, qu'il assimile à une menace stratégique.

Israël a adopté en 2017 une loi controversée qui permet d'interdire l'entrée du pays aux partisans du mouvement global BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) appelant au boycott économique, culturel ou scientifique d'Israël pour dénoncer l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Source : AFP

L'UNRWA a besoin de 1,2 milliard de dollars pour aider 5,4 millions de réfugiés palestiniens en 2019

29 janvier 2019

Le chef de l'agence des Nations Unies chargée d'assister les réfugiés palestiniens, Pierre Krähenbühl, a lancé mardi un appel de fonds de 1,2 milliard de dollars pour financer les opérations d'assistance auprès de 5,4 millions de personnes cette année.

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) s'est félicité de la mobilisation mondiale pour combler le déficit sans précédent auquel a été confrontée son agence après la décision de son plus grand bailleur de fonds, les USA, de réduire de 300 millions de dollars sa contribution.

En 2019, les réfugiés de Palestine en Cisjordanie (y compris à Jérusalem-Est), à Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie, continueront de faire face à de nombreux problèmes de développement humain et de protection. L'occupation du territoire palestinien et le blocus de Gaza continuent de peser lourdement sur la vie des réfugiés de Palestine, selon l'UNRWA.

Source : ONU

Le président Abbas accepte la démission du gouvernement palestinien

29 janvier 2019

Le président palestinien Mahmoud Abbas a accepté mardi la démission de son gouvernement, sur fond de dissensions persistantes et délétères entre organisations palestiniennes. Il s'emploie à former une nouvelle coalition, un effort considéré par les analystes comme un moyen supplémentaire d'isoler ses rivaux islamistes du Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza.

Le gouvernement est l'émanation de l'Autorité palestinienne, entité internationalement reconnue et censée préfigurer un Etat indépendant qui comprendrait la Cisjordanie et la bande de Gaza, séparées de quelques dizaines de kilomètres par le territoire israélien.

Les difficultés du gouvernement sont aussi l'une des manifestations des divisions dévastatrices qui sévissent depuis plus de dix ans entre d'une part l'Autorité et le parti laïc Fatah qui la domine, et d'autre part le Hamas.

Le Hamas a pris le pouvoir à Gaza en 2007 au prix d'une quasi-guerre civile avec le Fatah de M. Abbas, après le refus de la communauté internationale de reconnaître la victoire choc des islamistes aux élections parlementaires de 2006.

Le Hamas, qui refuse de reconnaître Israël, est considéré comme un groupe "terroriste" par l'Etat hébreu, les Etats-Unis ou l'Union européenne, et comme infréquentable par certains pays arabes.

L'Autorité palestinienne n'exerce plus son pouvoir, limité par l'occupation israélienne, que sur des fragments de la Cisjordanie.

Israël et le Hamas ainsi que ses alliés à Gaza se sont livrés à trois guerres à Gaza depuis 2008.

Les divisions palestiniennes sont considérées comme l'un des obstacles à un règlement du conflit avec Israël et à une solution aux maux endurés par Gaza : conflits, blocus israélien et égyptien, pauvreté... Tous les efforts pour mettre fin à une décennie de différends dévastateurs entre le Fatah et le Hamas ont échoué.

M. Abbas a pris ces dernières années une série de mesures de rétorsion pour tenter de forcer, en vain, le Hamas à remettre les rênes du pouvoir à l'Autorité palestinienne à Gaza. Pour des observateurs, ces mesures attisent les tensions dans l'enclave, qui a frôlé une nouvelle guerre avec Israël en 2018.

L'Autorité s'inquiète d'être mise à l'écart en voyant des acteurs internationaux, face à l'acuité de la situation à Gaza, traiter avec le Hamas. Elle s'alarme également de la disjonction grandissante entre la Cisjordanie et Gaza et du risque que cet éloignement fait peser sur la création d'un Etat palestinien comprenant les deux territoires.

L'Autorité est largement discréditée auprès des Palestiniens. Elle a fait face récemment à des grèves contre un nouveau système de retraite. M. Abbas a finalement décidé de retirer la réforme, selon l'agence Wafa.

Source : AFP

Israël : hausse des attaques antisémites dans le monde, selon un rapport annuel

27 janvier 2019

Le ministre israélien de la Diaspora, Naftali Bennett, a dénoncé dimanche une hausse des attaques antisémites dans le monde, estimant qu'Israël devait "aider les millions de juifs de la diaspora qui sont confrontés à de plus en plus de crimes antisémites".

Le rapport annuel de ce ministère sur l'antisémitisme dans le monde --qui fait notamment état d'une hausse sensible des cas en France et d'un nombre record en Grande-Bretagne-- a été présenté dimanche en conseil des ministres à l'occasion de la Journée internationale dédiée aux victimes de la Shoah.

Selon ce rapport, 13 juifs ont été assassinés en 2018 dans trois attaques antisémites, un chiffre record depuis les attentats contre la communauté juive en Argentine dans les années 90.

Le rapport israélien met en avant le nombre grandissant d'actes antisémites imputés à des néo-nazis et des suprémacistes blancs.

Par ailleurs, il dénonce les attaques antisémites dans la rue et sur la Toile, qui sont pour 70% "de nature anti-israéliennes", notamment après le transfert en 2018 de l'ambassade américaine à Jérusalem et les manifestations palestiniennes le long de la frontière entre Gaza et Israël.

Source : AFP

Le Hezbollah évoque des frappes contre Tel Aviv

28 janvier 2019

Le chef du Hezbollah a déclaré samedi que les frappes menées par l'armée israélienne en Syrie pourraient entraîner des frappes en représailles contre Tel Aviv de la part de "l'axe de résistance" composé par l'Iran, la Syrie et de la milice chiite libanaise.

Cette déclaration de Sayyed Hassan Nasrallah intervient en réponse à la multiplication des opérations aériennes menées par Israël en territoire syrien afin d'y empêcher un enracinement de l'Iran.

Ce changement d'approche du Hezbollah et de l'Iran alliés au régime de Bachar al Assad pourrait intervenir "à n'importe quel moment", a-t-il ajouté dans une interview à la chaîne de télévision Mayadine TV.

Dans cet entretien, Nasrallah ajoute que cela faisait "des années" que son organisation était en mesure d'accéder au territoire israélien en utilisant des tunnels creusés à partir du Liban et passant sous la frontière entre Israël et le Liban.

Ces commentaires interviennent après l'annonce par Israël le mois dernier de la destruction de tous les tunnels construits par le Hezbollah à partir du territoire libanais.

Pour l'émissaire de l'Onu, la construction de ces tunnels constitue une violation de la résolution 1701 qui a mis fin en 2006 au conflit entre Israël et le Hezbollah.

Dans l'entretien télévisé, Nasrallah précise que ces édifices souterrains ont été construits il y a longtemps qu'il est surpris qu'Israël ait tant tardé à les localiser. "L'un des tunnels découverts date d'il y a 13 ans", a-t-il affirmé.

Source : Reuters

La stratégie de l'Iran, éliminer le "régime sioniste"

28 janvier 2019

La stratégie de l'Iran est de rayer "le régime sioniste" (Israël) de la carte politique du Moyen-Orient, déclare un des hauts gradés des Gardiens de la Révolution, le général Hossein Salami, cité par la télévision publique iranienne.

"Nous annonçons que si Israël entreprend de nous faire la guerre, cela débouchera sur son élimination et sur la libération des territoires occupés. Les Israéliens n'auront même pas de cimetière en Palestine pour enterrer leurs corps", a dit à la presse le numéro deux de cette unité d'élite.

L'Iran s'est engagé au côté du président syrien Bachar al Assad lors de la guerre en Syrie, envoyant sur place des conseillers militaires et des éléments de la force Al Qods, unité d'élite chargée des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution.

Les Israéliens ont frappé des cibles en Syrie à de nombreuses reprises depuis le début de la guerre, visant l'armée syrienne, les miliciens chiïtes du Hezbollah libanais ou ce qu'ils considèrent comme des positions de l'armée iranienne.

Source : Reuters

Les Européens lancent un système de paiement avec l'Iran

31 janvier 2019

Berlin, Paris et Londres ont annoncé jeudi avoir mis en place un mécanisme de paiement européen destiné à permettre la poursuite des transactions commerciales entre l'Union européenne et l'Iran en dépit du rétablissement des sanctions américaines.

Les Européens planchent depuis le mois de septembre sur la création de ce "véhicule spécial" (SPV), une sorte de système de troc visant à éviter les transactions monétaires en dollars pour échapper aux sanctions américaines.

L'objectif est de tenter de convaincre l'Iran de continuer à respecter l'Accord sur le nucléaire signé à Vienne en 2015, malgré la décision prise l'an dernier par Donald Trump d'en retirer les Etats-Unis, en permettant à Téhéran de continuer à en recueillir des bénéfices.

Le SPV va prendre le nom d'Instex (Instrument for Supporting Trade Exchanges). Il ne devrait pas être opérationnel avant plusieurs mois en raison de contraintes techniques liées à sa mise en place, dit-on de sources diplomatiques.

Instex "soutiendra les transactions commerciales européennes légitimes avec l'Iran, en se concentrant, dans un premier temps, sur les secteurs les plus essentiels pour la population iranienne, tels que les produits pharmaceutiques, les dispositifs médicaux et les produits agro-alimentaires".

Les trois pays s'engagent à le faire fonctionner en respectant "les standards internationaux les plus stricts en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (...) et dans le respect des sanctions de l'Union Européenne et des Nations unies".

Le mécanisme ne devrait pas relancer de manière spectaculaire le commerce entre l'UE et l'Iran car il vise surtout à permettre la fourniture de nourriture, de médicaments et d'aide humanitaire à Téhéran, et non à faciliter les transactions liées au pétrole particulièrement affectées par les sanctions américaines.

Le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré mercredi que Téhéran continuait à respecter l'accord malgré les sanctions américaines. Les chefs des services de renseignement américains étaient parvenus la veille à la même conclusion lors d'une audition devant une commission du Sénat des Etats-Unis.

La création de l'Instex pourrait ne pas suffire à convaincre l'Iran de continuer éternellement à jouer les bons élèves, d'autant que ses relations avec les Européens se sont tendues ces derniers mois sur fond de poursuite des tirs d'essai de missiles balistiques et de tentatives d'assassinats sur le sol européen imputés aux services secrets iraniens.

Elle pourrait aussi provoquer une vive réaction des Etats-Unis qui ont prévenu à maintes reprises qu'ils ne laisseraient personne contourner leurs sanctions. Et la fédération industrielle allemande BDI a jugé que la création de ce mécanisme n'empêchait pas "la persistance de risques substantiels pour les relations commerciales à long terme" avec Téhéran.

Source : Reuters

L'Iran respecte ses engagements sur le nucléaire, dit l'AIEA ; Trump traite de naïfs les chefs des agences de renseignement US

30 janvier 2019

L'Iran respecte les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'accord sur le nucléaire de 2015, déclare le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans un discours mis en ligne mercredi sur son site internet.

"Il est essentiel que l'Iran continue à respecter ces engagements", poursuit le chef de l'AIEA alors que Téhéran a menacé de reprendre ses activités d'enrichissement uranium depuis que Donald Trump a dénoncé l'accord et rétabli les sanctions visant notamment son secteur pétrolier.

Les chefs des grandes agences de renseignement américaines ont dressé le même constat que Yukiya Amano lors d'une audition devant une commission sénatoriale, mardi, provoquant la fureur de Donald Trump qui a fustigé mercredi sur Twitter leur "naïveté" à l'égard de Téhéran.

Source : Reuters

La Syrie et l'Iran signent des accords de coopération

28 janvier 2019

L'Iran a conclu "de très importants accords de coopération bancaire" avec la Syrie, s'est félicité lundi Eshaq Jahangiri, vice-président de la République islamique, lors d'une visite à Damas. Téhéran participera par ailleurs à la remise en état des centrales électriques endommagées et à la construction d'une nouvelle dans la province de Lattaquié, a-t-il ajouté.

L'aide de l'Iran et de la Russie a été décisive dans la reconquête des zones tombées aux mains de l'insurrection, que les forces gouvernementales ont pratiquement achevée. Téhéran cherche désormais à récolter les fruits de son implication dans le conflit, selon les observateurs.

Le Premier ministre syrien Imad Khamis a parlé lundi d'un accord "unique" et "historique" de coopération économique à long terme dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. A Damas, on ajoute sans plus de détails qu'il porte également sur des domaines tels que l'éducation, le logement, les travaux publics ou les chemins de fer.

Source : Reuters

Syrie : le froid hivernal a tué 29 enfants fuyant les combats contre l'EI (ONU)

31 janvier 2019

Au moins 29 enfants ont été tués en deux mois par le froid hivernal en Syrie, alors que leurs familles fuyaient l'ultime réduit du groupe Etat islamique ravagé par les combats dans l'est du pays.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est dite "extrêmement préoccupée".

Car la "situation humanitaire se détériore" dans le camp de déplacés d'Al-Hol, dans le nord-est syrien, où sont transférés depuis plusieurs mois les civils fuyant les combats contre l'EI dans la province de Deir Ezzor. En deux mois, "environ 23.000 personnes, principalement des femmes et des enfants fuyant les hostilités à Deir Ezzor", sont arrivées au camp, a-t-elle ajouté.

Avec le soutien d'une coalition internationale emmenée par Washington, les combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont lancé en septembre une offensive contre l'ultime bastion de l'EI dans l'est du pays.

Ils ont conquis l'immense majorité du secteur, poussant les jihadistes dans leurs derniers retranchements. Ces dernières semaines, des milliers de personnes ont fui les hostilités. Déclenché en 2011 avec la répression de manifestations pro-démocratie, le conflit en Syrie a fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Source : AFP

Trump reçoit un dur camouflet du Sénat sur le retrait de Syrie

31 janvier 2019

Le Sénat américain a infligé jeudi un camouflet à Donald Trump en votant à une large majorité sur un amendement critiquant sa décision de retirer les troupes de Syrie, signe du fort malaise dans les propres rangs républicains du président.

Cet amendement "exprime le sentiment du Sénat que les Etats-Unis font actuellement face à des menaces venant de groupes terroristes opérant en Syrie et en Afghanistan et qu'un retrait précipité des Etats-Unis pourrait mettre en danger les progrès obtenus à dure peine, ainsi que la sécurité nationale".

Fait marquant, c'est le chef républicain du Sénat, Mitch McConnell, qui évite d'ordinaire de critiquer publiquement Donald Trump, qui avait présenté cet amendement.

Le groupe "Etat islamique (EI) et Al-Qaïda n'ont pas encore été vaincus", a-t-il souligné, en contradiction directe avec les propos du président républicain.

Donald Trump avait soudainement annoncé en décembre le retrait des soldats américains de Syrie, affirmant alors que les jihadistes de l'EI avaient été vaincus.

Et il ne fait pas mystère de son intention de quitter dès que possible l'Afghanistan après 17 années de conflit.

Sa décision sur la Syrie a provoqué le départ de son ministre de la Défense, et semé le désarroi chez les alliés européens et kurdes des Etats-Unis. Le malaise est profond dans les rangs républicains, qui ont en plus été outrés cette semaine par la sonnante critique de Donald Trump à l'encontre des chefs de ses propres services de renseignement.

Mardi, devant le Sénat, Gina Haspel, directrice de la CIA, et Dan Coats, directeur du renseignement, tous les deux nommés par Donald Trump, avaient dressé un tableau des grandes menaces mondiales reflétant un désaccord marqué avec l'analyse du locataire de la Maison Blanche sur la Syrie, la Corée du Nord ou encore l'Iran.

Une évaluation qui leur a valu le lendemain une volée de bois vert de la part du président. "Les membres des services de renseignement devraient peut-être retourner à l'école !", a-t-il tweeté, les qualifiant de "naïfs".

Source : AFP

Après le départ de l'EI, les Syriens de Hajine veulent rentrer chez eux

31 janvier 2019

"Je veux rentrer chez moi. Pourquoi m'en empêche-t-on ?", s'insurge Khaled. "On va faire passer les chèvres devant", argue Asswad face au risque de terrains minés. A Hajine, ancien fief du groupe Etat islamique (EI), les habitants veulent coûte que coûte retrouver leurs foyers.

Mi-décembre, l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) a conquis Hajine, la plus grande des localités qui se trouvaient dans l'ultime réduit tenu par l'EI, dans la province orientale de Deir Ezzor.

Vidée de ses habitants, Hajine est aujourd'hui réduite à des carcasses en béton et des immeubles éventrés par les raids aériens de la coalition internationale emmenée par Washington, qui soutient les FDS.

Le centre de la localité est totalement bouclé. "Interdit aux civils !", lancent à longueur de journée les combattants qui montent la garde, pour empêcher les habitants agglutinés de passer, affirmant que des opérations de déminage sont en cours.

Mais les habitants s'entêtent.

Dans quelques quartiers, les FDS ont autorisé les habitants à rentrer. Deux camions chargés d'affaires se fraient un chemin sur des routes cabossées.

Selon Abou Khaled, un commandant sur le terrain, le centre de Hajine sera accessible dès qu'auront été enlevées les mines enfouies par les jihadistes pour entraver la progression des FDS lors des combats.

Depuis le lancement de leur offensive en septembre, les FDS ont progressivement conquis la grande majorité du réduit contrôlé par l'EI, acculant les jihadistes dans un périmètre de quatre km², près de la frontière avec l'Irak. Avec l'intensification des combats, plus de 32.000 personnes ont fui depuis décembre les derniers territoires aux mains de l'EI.

Source : AFP

Des manifestants attaquent une base militaire turque dans le nord de l'Irak

26 janvier 2019

Une personne a été tuée et dix autres ont été blessées lorsque des manifestants ont envahi une base militaire turque située près de Dohouk, dans la région semi-autonome du Kurdistan irakien, a-t-on appris samedi auprès d'habitants et de sources hospitalières.

Les manifestants exprimaient leur colère après qu'un raid aérien turc a tué 4 civils dans la région, a dit l'un des responsables.

Deux chars et plusieurs autres véhicules ont été incendiés.

Sur Twitter, le ministère turc de la Défense a déploré "des provocations du PKK", le mouvement armé kurde que l'armée d'Ankara combat dans le sud-est de la Turquie et qui y est considéré comme un groupe terroriste.

Source : Reuters

Nouveau gouvernement au Liban après plus de huit mois de tractations

1^{er} février 2019

Le Liban s'est doté jeudi d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre sortant Saad Hariri, au terme de plus de huit mois de tractations sur fond de divisions politiques et de craintes d'une crise économique aiguë.

Le nouveau cabinet compte 30 ministres, dont 4 femmes. Les grands partis du pays y sont représentés.

"Nous sommes face à des défis économiques, financiers, sociaux et administratifs", a lancé jeudi M. Hariri en conférence de presse.

Dans un pays où l'économie est en crise, souffrant notamment des répercussions de la guerre en Syrie voisine, les autorités devront s'atteler à d'importantes réformes attendues par les investisseurs.

C'est ce qui avait été promis lors d'une conférence internationale d'aide au Liban organisée en avril par la France, baptisée CEDRE, et durant laquelle la communauté internationale s'était engagée à déboursier plusieurs milliards de dollars en prêts et dons.

"Sans réformes sérieuses, il ne peut y avoir de financement", a martelé M. Hariri.

A l'issue des législatives de mai 2018, les premières qu'avaient connu le pays en près d'une décennie, M. Hariri avait été rapidement reconduit à son poste et chargé de former un nouveau gouvernement.

Pays multiconfessionnel, le Liban est régi par un système politique complexe visant à garantir un équilibre fragile entre les différentes communautés religieuses et les grands partis qui les représentent.

L'ultime point de contentieux concernait la représentation au gouvernement de six députés sunnites opposés à M. Hariri (un sunnite) et alliés au Hezbollah chiite, qui réclamaient un ministère.

"C'était une période politique difficile, surtout après les élections, et nous devons tourner la page et nous mettre au travail", a souligné M. Hariri, dont le parti, le Courant du Futur, a obtenu 5 ministères.

Le Courant patriotique libre (CPL), le parti du président Aoun, et par truchement, son grand allié, le Hezbollah, disposent d'une minorité de blocage au gouvernement.

Le CPL de M. Aoun a obtenu 11 ministères. Le Hezbollah et le mouvement chiite Amal obtiennent chacun 3 ministères.

Traditionnellement, les antagonismes entre partis pro et antisyréens sont souvent à l'origine des blocages politiques au Liban. Ils ont été exacerbés depuis 2011 par le déclenchement de la guerre en Syrie. Parmi les sujets sensibles : les liens avec le régime syrien de Bachar al-Assad, le rôle du Hezbollah et la gestion de 1,5 million de réfugiés syriens.

Poids lourd de la vie politique, le Hezbollah, mouvement soutenu par l'Iran et qui intervient dans la guerre en Syrie voisine au côté de Damas, est la seule formation libanaise à ne pas avoir abandonné son arsenal militaire à l'issue de la guerre civile (1975-1990).

Désormais, le gouvernement devra parachever sa déclaration de politique générale dans un délai constitutionnel de 30 jours.

Le gouvernement devrait aussi s'atteler à la relance économique, alors que la dette publique culmine à 141% du PIB, l'un des taux les plus élevés à l'échelle mondiale.

Le pays est habitué aux coupures d'électricité quotidiennes, aux pénuries d'eau et à une crise de gestion des déchets ménagers.

En janvier, l'agence de notation internationale Moody's avait abaissé la note souveraine du pays pour signaler un "risque de crédit très élevé".

Dans le cadre de la conférence CEDRE, la communauté internationale s'était engagée en avril à hauteur de 11,5 milliards de dollars en prêts et dons.

Les montants promis sont essentiellement affectés à des projets spécifiques d'infrastructures qui doivent être entérinés par le gouvernement.

Source : AFP

Fin de l'opération anticorruption lancée en 2017 en Arabie saoudite

30 janvier 2019

Le parquet saoudien a annoncé mercredi la fin de la spectaculaire opération de lutte contre la corruption lancée en novembre 2017 à l'initiative du prince Mohammed ben Salman, héritier du trône et homme fort du royaume.

Au total, 381 dignitaires et membres de l'élite politique ou des milieux d'affaires ont été interpellés ou convoqués, pour certains en tant que témoins, et les règlements à l'amiable conclus avec 87 d'entre eux ont permis de récupérer 400 milliards rials (93 milliards d'euros), précise-t-il.

Le parquet s'est opposé à ce type d'arrangements dans 56 cas, qui font l'objet de poursuites pénales, et huit personnes ayant refusé de négocier seront jugées pour corruption.

Certains détracteurs du prince Mohammed ben Salman l'ont accusé de rançonner les élites et d'autres ont parlé d'une démonstration de force.

Source : Reuters

Dans la ville yéménite de Hodeïda, la nourriture comme arme de guerre ; la trêve au bord de la rupture

28 janvier 2019

Dans la ville portuaire de Hodeïda, dans l'ouest du Yémen en guerre, un important stock de blé reste inaccessible à la population menacée de famine, malgré une trêve entre le gouvernement et les rebelles.

Les "Minoteries de la mer Rouge" contiennent suffisamment de blé pour nourrir près de quatre millions de personnes pendant un mois. Mais depuis septembre, les organisations humanitaires n'y ont pas accès.

Et le cessez-le-feu conclu en décembre sous l'égide de l'ONU entre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, et le gouvernement yéménite, appuyé par une coalition menée par l'Arabie saoudite, n'y a rien changé.

La façade des Minoteries, calcinée et couverte d'éclats d'obus, souligne à quel point la nourriture est devenue une arme de guerre au Yémen.

Le site a été contrôlé jusqu'en novembre par les Houthis.

Puis les forces progouvernementales, soutenues par les Saoudiens et les Emiratis, s'en sont emparées, avant l'entrée en vigueur de la trêve le 18 décembre.

Les minoteries auraient été lourdement minées par les Houthis, selon la coalition et des ONG.

"La perte de ce blé arrive à un moment terrible", a déploré Lisa Grande, coordinatrice de l'ONU pour l'aide humanitaire, soulignant que "plus de 20 millions de Yéménites, soit près de 70% de la population totale, ont faim".

Dans une interview publiée lundi, le médiateur de l'ONU pour le Yémen Martin Griffiths a admis que la mise en œuvre de l'accord de trêve à Hodeïda et d'un autre accord sur un vaste échange de prisonniers avait été repoussée en raison de difficultés sur le terrain.

Hodeïda, point d'entrée de plus des deux tiers des importations alimentaires et de l'aide humanitaire internationale, est devant un choix difficile : une trêve imparfaite ou une guerre totale qui pourrait déclencher une famine.

Le cessez-le-feu est intervenu après des pressions occidentales sur l'Arabie saoudite, priée de mettre fin à sa campagne militaire au Yémen au moment où le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, admis par Ryad, a braqué l'attention sur le royaume.

Mais avec les violations répétées, l'effondrement de la trêve à Hodeïda pourrait n'être qu'une question de temps. "Combien de temps la communauté internationale peut-elle accepter le jeu des Houthis", s'interroge un membre de la coalition qui accuse les rebelles d'utiliser la trêve pour renforcer leurs positions.

"Ce n'est qu'en les attrapant par le cou qu'ils viendront à la table des négociations", affirme-t-il à l'AFP sous couvert d'anonymat.

D'autres militaires de la coalition dirigée par les Saoudiens prônent aussi l'option militaire, même si elle aboutit à un bain de sang.

Mais la trêve a donné au Programme alimentaire mondial (PAM) "une certaine marge de manœuvre" pour atteindre des quartiers du sud de Hodeïda qui étaient auparavant inaccessibles en raison des combats, souligne auprès de l'AFP son directeur pour le Yémen Stephen Anderson.

Toutefois, 51.000 tonnes métriques de blé, soit le quart de la capacité de stockage du PAM au Yémen, restent enfermées dans les "Minoteries de la mer Rouge". "Les Minoteries de la mer Rouge sont un levier utilisé de la manière la plus machiavélique par tous les belligérants pour atteindre des objectifs politiques", estime Wesam Qaid, directeur d'une ONG yéménite.

Source : AFP

Abou Dhabi porte plainte à l'OMC contre le Qatar

29 janvier 2019

Les Emirats arabes unis ont déposé une plainte contre le Qatar auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), visant l'interdiction par Doha des produits émiratis, a rapporté mardi l'agence de presse des Emirats WAM.

Les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Bahreïn et l'Egypte imposent depuis juin 2017 un boycott diplomatique, commercial et des transports à l'encontre du Qatar, accusé de financer le terrorisme, ce que Doha nie.

Le Qatar a déposé une plainte en juillet 2017 devant l'OMC pour tenter de contrer le boycott : le dossier est toujours en cours.

Doha interdit depuis mai dernier la vente des produits en provenance des Emirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Bahreïn et d'Egypte.

Source : Reuters

Bahreïn : la condamnation à vie du chef de l'opposition chiite confirmée

28 janvier 2019

La Cour suprême de Bahreïn a confirmé lundi en appel la peine de prison à perpétuité du chef de l'opposition chiite, cheikh Ali Salmane, ainsi que celle de deux de ses collaborateurs, pour "intelligence avec le Qatar", selon une source judiciaire.

Il s'agissait du dernier recours de cheikh Salmane, qui est déjà emprisonné.

A la tête du mouvement Al-Wefaq, cheikh Salmane, 53 ans, avait été condamné le 4 novembre. Ce jugement avait aussitôt été dénoncé comme politique par des organisations de défense des droits humains, Amnesty International le qualifiant de "parodie de justice".

Un groupe d'opposition, The Bahrain Institute for Rights and Democracy (Bird), a fermement condamné le verdict de lundi, aboutissement d'un processus "biaisé".

Le Qatar est un pays du Golfe boycotté par Manama et d'autres alliés de l'Arabie saoudite.

L'inculpation de cheikh Salmane était intervenue après l'embargo décrété en juin 2017 contre le Qatar par l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis et l'Egypte.

Ces pays ont accusé le Qatar de soutenir des mouvements islamistes radicaux, ce que Doha a démenti, et de se rapprocher de l'Iran chiite.

Lors de son inculpation, cheikh Salmane purgeait déjà une peine de quatre ans de prison pour "incitation à la haine confessionnelle", dans un pays à majorité chiite dirigé par une monarchie sunnite.

Lors de ce deuxième procès, les accusations contre lui étaient fondées, selon Manama, sur une conversation téléphonique datant de 2011 entre l'opposant chiite bahreïni et l'ancien Premier ministre du Qatar.

Doha a récusé tout lien avec cheikh Salmane, dont la condamnation à la perpétuité était intervenue 20 jours avant la tenue de législatives, le 24 novembre, boycottées par son mouvement.

Le scrutin s'est déroulé en l'absence d'Al-Wefaq, dissous sur ordre des autorités qui ont également interdit l'Action nationale démocratique (Waad), un mouvement d'opposition libéral. Le petit royaume du Bahreïn a été secoué par des troubles à partir de 2011, lorsque les forces de sécurité ont réprimé un grand mouvement de protestation de la majorité chiite.

Les autorités de Bahreïn, siège de la Ve Flotte des Etats-Unis, ont accusé l'Iran d'être responsable des troubles, ce que Téhéran a démenti.

Depuis 2011, les procès d'opposants se sont multipliés à Bahreïn. Des centaines de dissidents sont actuellement emprisonnés, jugés ou déchus de leur nationalité.

Source : AFP

Emirats : pas de femmes parmi les lauréats des prix pour l'égalité des sexes

28 janvier 2019

Le cheikh Mohammed ben Rachid al Maktoum, émir de Dubaï et Premier ministre des Emirats arabes unis, s'est attiré les sarcasmes des usagers des réseaux sociaux en remettant dimanche une série de prix pour la promotion de l'égalité des sexes exclusivement à des hommes.

Début décembre, les autorités émiraties ont imposé la parité hommes-femmes au sein du conseil consultatif qui fait office de parlement. La mesure entrera en vigueur après son renouvellement dans le courant de l'année, mais le pays reste au 121^e rang sur 149 en termes d'égalité des sexes dans l'éducation, la santé et la participation à la vie politique ou économique.

Source : Reuters

ASIE

Le contrôle des autorités de Kaboul sur l'Afghanistan s'effrite

31 janvier 2019

Le gouvernement afghan perd progressivement son emprise sur des régions entières du pays, malgré l'accroissement de la campagne aérienne menée par les Etats-Unis contre les insurgés, selon un rapport officiel américain publié jeudi.

Ce sombre constat sur la situation sécuritaire en Afghanistan émerge quelques jours après des pourparlers directs entre les Etats-Unis et les talibans au Qatar pour achever une guerre de 17 ans.

D'après le rapport de l'Inspecteur général pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), à peine 53,8% des 407 districts du pays étaient gérés au 31 octobre 2018 par le gouvernement, mais des experts estiment que ce niveau est en réalité encore plus faible.

Le Sigar a également souligné, pour illustrer la crise sécuritaire persistante, que les frappes aériennes américaines avaient fortement augmenté au cours des onze premiers mois de 2018 : 6.823 bombes ont été larguées.

Dans le même temps, les forces de sécurité afghanes se sont encore amenuisées avec un effectif de 308.693 à fin octobre 2018, soit 87,7% des postes pourvus. Au plus bas depuis janvier 2015. Elles ont subi des pertes très importantes depuis qu'elles ont commencé à assumer il y a quatre ans la responsabilité de la sécurité du pays.

Le président Ashraf Ghani a indiqué la semaine dernière que 45.000 agents des forces de l'ordre avaient été tués depuis son arrivée au pouvoir en septembre 2014. Les troupes combattantes de l'Otan se sont retirées à la fin de cette année-là, la mission "Resolute Support" a pris le relais début 2015 mais elle ne fournit que formation, conseil et assistance.

Le Pentagone a également assuré que les constats du Sigar ne jetaient pas une ombre sur la stratégie du président Donald Trump. Le milliardaire républicain a annoncé en décembre son intention de retirer la moitié des 14.000 soldats américains déployés en Afghanistan.

Des responsables ont aussi évoqué les négociations avec les talibans engagées discrètement à l'été 2018. Après six jours de discussions au Qatar, l'émissaire américain pour la paix en Afghanistan Zalmay Khalilzad a mentionné lundi une "ébauche" d'entente.

M. Khalilzad n'a pas dévoilé le détail des discussions mais, selon lui, les talibans se sont engagés à ne plus offrir de base arrière à des extrémistes souhaitant lancer des attaques contre des pays étrangers.

Ils continuent en revanche de refuser une requête cruciale de Washington : qu'ils parlent avec le gouvernement de Kaboul reconnu par la communauté internationale. Les talibans considèrent qu'il n'est composé que de "marionnettes" entre les mains des Américains.

L'ancien ambassadeur américain dans plusieurs pays, dont l'Afghanistan, Ryan Crocker, a de son côté jugé mardi dans une tribune publiée par le Washington Post que ces négociations étaient synonymes de "reddition".

Selon lui, "les talibans vont offrir un certain nombre d'engagements, sachant que lorsque nous serons partis et que les talibans seront de retour, nous n'aurons les moyens de faire respecter aucun d'entre eux".

Source : AFP

Les Afghanes redoutent une paix au détriment de leur liberté

1^{er} février 2019

"Il est naïf de penser qu'ils ont changé". Comme de nombreuses Afghanes éduquées, Laila Haidari craint qu'un accord de paix négocié avec les talibans ne la contraigne "à renoncer à beaucoup de (ses) droits".

Dans les territoires sous leur contrôle, "on voit encore aujourd'hui des vidéos où des femmes sont battues en public", s'emporte l'initiatrice d'un mouvement #metooafghanistan. "S'ils reviennent, les femmes devront quitter l'espace public", souffle-t-elle, dans le restaurant qu'elle dirige à Kaboul, un des rares endroits où jeunes hommes et jeunes filles s'attablent côte à côte.

L'annonce d'un possible retrait des troupes de l'Otan, évoqué lors des pourparlers entre Etats-Unis et insurgés la semaine dernière, fait craindre à ces femmes éduquées et actives un possible retour de l'ordre taliban dans le cadre d'un futur accord de paix.

Sous leur gouvernement (1996-2001) régi par la charia, l'éducation était interdite aux filles, la burqa obligatoire et le travail prohibé pour les femmes, sauf dans certains secteurs limités comme la médecine. Ce genre de situation se perpétue dans les zones hors contrôle des autorités, soit un bon tiers du pays selon une estimation américaine.

La place des femmes s'est incontestablement améliorée depuis 2001 dans le pays, où elles occupent actuellement trois portefeuilles de ministres et où 27,7% de sièges au Parlement leur sont réservés.

Mais, en dépit des généreux programmes d'aide déployés par les pays occidentaux, l'Afghanistan reste classé dernier dans l'index du Georgetown Institute for Women, Peace and Security mesurant leur bien-être et leur autonomie.

Les Afghanes urbaines et éduquées, en très petite minorité dans ce pays, ne sont pas les seules à s'inquiéter. Leurs craintes sont partagées par de nombreuses femmes des campagnes, déjà victimes de la pauvreté, de l'insécurité et de niveaux record de mortalité maternelle, et qui voient en outre leurs droits limités par des traditions très conservatrices.

Source : AFP

Les "clés de la guerre" sont au Pakistan, dit le président afghan

30 janvier 2019

"Les clés de la guerre se trouvent à Islamabad, Quetta et Rawalpindi", a affirmé mercredi le président afghan Ashraf Ghani, laissant entendre que le conflit ne pourra être réglé sans un changement d'attitude de la part des autorités pakistanaises. Kaboul les accuse de longue date de prêter refuge à la milice islamiste, voire de la soutenir matériellement, ce qu'Islamabad nie.

Après six jours de discussions au Qatar entre USA et Talibans, les deux parties se sont entendues sur un projet d'accord-cadre qui pourrait ouvrir la voie à un règlement pacifique du conflit.

Le gouvernement pakistanais a par ailleurs promis il y a un mois de contribuer aux efforts de paix. Donald Trump a en outre sollicité personnellement l'aide d'Islamabad. De nouvelles discussions entre Américains et Talibans doivent avoir lieu le 25 février au Qatar.

Source : Reuters

Vaste opération en Chine contre le crime organisé

1^{er} février 2019

Les autorités chinoises ont mené une vaste opération de lutte contre le crime organisé qui a abouti à des sanctions contre plus de 3.000 criminels et de représentants gouvernementaux et membres de forces de l'ordre accusés de connivence, rapporte vendredi l'agence de presse Chine Nouvelle.

Source : Reuters

Droits de l'homme : un avocat chinois en prison pour "subversion"

28 janvier 2019

C'est l'un des plus célèbres avocats spécialisés dans les droits de l'homme en Chine : Wang Quanzhang a été condamné lundi à 4 ans et demi de prison pour "subversion", une énième répression visant la profession. L'homme de 42 ans avait défendu des militants politiques, des membres de la secte interdite Falungong ou encore des paysans dépossédés de leurs terres.

Il faisait partie d'un groupe d'environ 200 défenseurs des droits de l'homme -- avocats, juristes ou militants -- qui avaient été arrêtés en juillet 2015 dans une vague d'arrestations. La très grande majorité a depuis été relâchée.

Le cas de M. Wang avait suscité l'inquiétude de plusieurs pays, notamment l'Allemagne dont la chancelière, Angela Merkel, avait rencontré sa femme Li Wenzu au printemps dernier lors d'une visite à Pékin.

Li Wenzu a mené une intense campagne médiatique auprès des médias étrangers afin de soutenir son mari.

Des organisations internationales de défense des droits de l'homme ont vivement condamné le verdict annoncé lundi.

Wang Quanzhang ayant déjà effectué plus de trois ans de détention, il devrait pouvoir sortir de prison "dans un peu plus d'un an", a indiqué sur Twitter Doriane Lau, chercheuse à Amnesty International.

D'autres avocats, juristes ou militants des droits de l'homme interpellés en juillet 2015 par les autorités chinoises ont été poursuivis pour subversion. En décembre 2017, un tribunal avait condamné le dissident chinois Wu Gan à huit ans de prison, l'un des verdicts les plus sévères prononcé à l'encontre des personnes interpellées dans ce coup de filet.

Source : AFP

Corée du Nord : Washington détaille ses attentes avant le sommet Trump-Kim

1^{er} février 2019

Les Etats-Unis ont détaillé jeudi leurs attentes avant le nouveau sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un : un "inventaire exhaustif" de l'arsenal de la Corée du Nord et une "feuille de route" en vue de son désarmement nucléaire.

En échange, ils sont prêts, à terme, à signer la fin de la guerre, rétablir des relations diplomatiques et favoriser le développement économique du pays étranglé par les sanctions internationales.

Le compte à rebours est enclenché avant ce rendez-vous crucial prévu fin février, dont le président américain a promis de dévoiler au "début de la semaine prochaine" la date précise et la ville asiatique qui l'accueillera.

Lors de leur premier sommet, historique, du 12 juin à Singapour, les deux hommes ont évoqué la dénucléarisation de la Corée du Nord mais, depuis, les négociations se sont enlisées et ce nouveau tête-à-tête doit donc permettre de réaliser des progrès concrets nécessaires pour ne pas se retrouver comme en 2017 au bord d'une guerre atomique.

Source : AFP

Peu probable que Pyongyang renonce à l'arme nucléaire, dit un responsable US

29 janvier 2019

Il est peu probable que la Corée du Nord renonce à ses capacités nucléaires militaires, malgré les récentes mesures ou déclarations laissant entendre qu'elle y est prête, a estimé mardi le directeur du Renseignement national américain, Dan Coats, devant une commission du Sénat.

Il a noté que la Corée du Nord avait cessé ses comportements provocateurs sur la question des armes de destruction massive, n'avait procédé à aucun tir expérimental de missile nucléaire depuis plus d'un an et avait démantelé certaines infrastructures atomiques.

"Cela étant dit, nous estimons actuellement que la Corée du Nord va chercher à conserver ses capacités en matière d'armes de destruction massive, et il est peu probable qu'elle renonce totalement à ses armes nucléaires ". "Cette évaluation est renforcée par l'observation de certaines activités en contradiction avec une dénucléarisation complète".

La Maison blanche a annoncé voici dix jours que Donald Trump rencontrerait le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un fin février, pour la deuxième fois après le sommet tenu en juin dernier à Singapour, lors duquel Pyongyang et Washington s'étaient entendus, dans des termes vagues, sur une dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Source : Reuters

Mongolie : le président du Parlement limogé après des manifestations

29 janvier 2019

Le Parlement de Mongolie a voté mardi le renversement de son président, après des manifestations de citoyens demandant sa démission sur fond de scandale de corruption. Enkhbold Miyegombo est un ancien candidat à la présidentielle et ex-Premier ministre.

Il est accusé d'avoir vendu des postes gouvernementaux, notamment de vice-ministres, accumulant au total au moins 60 milliards de tugriks (20 millions d'euros).

Cinq députés avaient mené la fronde pour obtenir la démission du dirigeant, organisant un boycott qui avait paralysé le Parlement pendant un mois.

Des milliers de personnes avaient manifesté en décembre et janvier dans la capitale mongole Oulan-Bator, exaspérés par les scandales de corruption et de détournement de fonds publics impliquant des personnalités politiques de haut rang.

Plus tôt ce mois-ci, le président mongol Khaltmaa Battulga -- qui avait battu Enkhbold lors de l'élection présidentielle de 2017 -- a adopté une disposition autorisant le limogeage du président du Parlement en cas de vote allant dans ce sens.

L'instabilité politique est un problème récurrent en Mongolie. Le pays, situé entre la Russie et la Chine, a adopté une Constitution démocratique en 1992 après plusieurs décennies de régime communiste.

Source : AFP

Recours de la dernière chance pour les journalistes birmans de Reuters

1^{er} février 2019

Les avocats des deux journalistes de Reuters condamnés à sept ans de prison en Birmanie pour violation de la législation sur les secrets d'Etat ont déposé vendredi un recours devant la Cour suprême.

"Nous demandons à la Cour suprême de rendre enfin justice à Wa Lone et Kyaw Soe Oo, de remédier aux erreurs des tribunaux inférieurs et d'ordonner la libération de nos deux journalistes", a déclaré la direction de Reuters.

Les deux journalistes birmans ont été condamnés en septembre dernier pour détention de secrets d'Etat alors qu'ils enquêtaient sur le massacre de dix Rohingyas au cours d'une opération de l'armée menée un an plus tôt dans l'ouest de la Birmanie.

Cette procédure déposée devant la Cour suprême est l'ultime recours dont disposent les avocats des 2 journalistes, après le rejet de leur appel en novembre dernier. La Haute Cour de Rangoun a estimé en janvier que la défense n'avait pas apporté suffisamment d'éléments pour prouver l'innocence des deux reporters, qualifiant la condamnation en première instance d'"appropriée".

Les avocats des deux journalistes avaient dénoncé un coup monté par la police. Un policier qui avait témoigné en faveur des deux hommes, en déclarant qu'ils avaient été piégés par la police, a de son côté été libéré vendredi après avoir passé neuf mois en prison pour avoir enfreint les règlements internes.

Selon Human Rights Watch (HRW), le changement de régime et l'arrivée d'Aung San Suu Kyi au pouvoir en 2016 a conduit à une détérioration de la liberté d'expression et l'ONG dénonce le "climat de peur" qui règne chez les journalistes.

Source : Reuters

Birmanie : des miliciens pour soutenir l'armée contre les rebelles

28 janvier 2019

Une dizaine de milices, parfois équipées de fusils d'assaut M16, patrouillent les rues de Muse, dans le nord de la Birmanie, chargées par l'armée de combattre les rebelles locaux et de garder la main sur cette ville frontalière avec la Chine, haut lieu de tous les trafics.

Sur les Jeep et Hummer de cette milice, une des plus importantes de Muse qui comprend plusieurs centaines d'hommes, le logo "Pan Say Militia" s'affiche en grosses lettres, en anglais. En mai, ces miliciens ont essuyé une offensive de la Taaung National Liberation Army, (TNLA), un des plus importants groupes rebelles dans le nord-est du pays. Bilan : 19 morts.

Selon le responsable de Pan Say interrogé par l'AFP, la milice tire ses revenus tout à fait légalement des mines de jade de la région qu'elle possède, mais aussi de karaokés et de fabriques de cigarettes.

Il nie tout lien avec le contrôle du trafic de drogue et d'autres activités illégales qui fourmillent dans cette région de l'Etat Shan.

Mais l'analyste indépendant David Mathieson estime que "Muse est un nid de milices, qui sont libres de faire leurs petites affaires", dénonçant aussi "le racket" opéré par ces groupes armés.

Dans ces régions rebelles du nord de la Birmanie, la frontière entre lutte armée et trafic est souvent ténue : les groupes rebelles, comme les milices, sont connus pour se subventionner avec l'argent qu'ils tirent du trafic de drogue.

Quant à l'armée, elle est soupçonnée de jouer un double jeu.

Elle est suspectée de s'accommoder de la lutte menée depuis des décennies par les guérillas armées, qui lui permet de justifier son implication dans les affaires de l'Etat au nom de la sécurité nationale.

Mais elle soutient en parallèle des milices anti-rebelles, comme Pan Say officiellement sous la houlette du commandement militaire depuis 2009.

L'armée birmane, qui fait face à des rebellions armées depuis des décennies, a développé ce réseau de centaines de miliciens ces dernières années.

Et le phénomène se retrouve dans les autres régions rebelles.

Mais le contrôle de Muse est tout particulièrement stratégique pour le pouvoir central birman, et notamment pour la hiérarchie militaire qui contrôle de nombreux secteurs de l'économie.

Ce poste-frontière est en effet la plus importante voie d'accès terrestre vers la Chine. Officiellement y passent des camions emplis de produits alimentaires comme du riz ou du poisson, mais aussi du matériel électrique.

Mais, sur cette route cahoteuse où les camions créent des embouteillages monstrueux, animaux protégés et pierres précieuses sont aussi du voyage, dénoncent les ONG.

Et en ville, les casinos, qui permettent le blanchiment d'argent, côtoient les hôtels de passe, où affluent commerçants et chauffeurs de camion chinois faisant du commerce transfrontalier.

La politique de la Chine "One Belt One Road" promet en tous cas la région à un développement intensifié, avec de grands projets d'infrastructures allant de la frontière sino-birmane à la côte ouest de la Birmanie et des investissements se chiffrant en milliards d'euros.

Source : AFP

Philippines : explosion dans une mosquée faisant 2 morts, trois jours après l'attentat islamiste contre la cathédrale ayant fait 20 morts

30 janvier 2019

Deux personnes ont été tuées et quatre autres blessées dans l'explosion d'une grenade lancée à l'intérieur d'une mosquée de l'île de Zamboanga, dans le sud des Philippines, ont annoncé mercredi les autorités.

Cette attaque survient trois jours après une double explosion à la cathédrale de l'île de Jolo, proche de l'île de Zamboanga, qui a fait 20 morts et 81 blessés et a été revendiquée par le groupe Etat islamique (EI). Dans le sud des Philippines sévit le groupe islamiste Abou Sayyaf, qui n'est pas associé au processus de paix en cours.

Les spécialistes estiment que cette attaque, l'une des plus sanglantes de ces dernières années aux Philippines, est susceptible de contrarier des années d'efforts de paix qui ont culminé récemment par un référendum local. Celui-ci a largement validé la création d'une nouvelle région autonome appelée Bangsamoro.

Créé dans les années 1990 grâce aux financements d'un membre de la famille du chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden, ce groupe s'est depuis scindé en plusieurs factions dont certaines ont prêté allégeance à l'EI. C'est le cas d'Abou Sayyaf.

L'attentat est une source d'inquiétude pour les autorités et les ex-rebelles musulmans qui tentent de tourner la page de l'insurrection séparatiste dans le sud des Philippines. Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour réclamer l'autonomie ou l'indépendance dans ce qu'ils considèrent comme leur terre ancestrale. Cette insurrection a fait 150.000 morts.

Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane dans certaines parties de la grande île de Mindanao et des îles de l'extrême sud-ouest.

L'attentat a été perpétré malgré la loi martiale qui règne sur le sud de l'archipel depuis que des jihadistes se réclamant de l'EI avaient pris le contrôle pendant plusieurs mois en 2017 de quartiers entiers de la grande ville de Marawi.

Sources : Reuters, AFP

Malaisie : le procès des deux meurtrières présumées de Kim Jong Nam reporté à mars

28 janvier 2019

Le procès des deux femmes accusées d'avoir assassiné le demi-frère du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a été à nouveau repoussé, et devrait reprendre en mars, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

Siti Aisyah, originaire d'Indonésie, et Doan Thi Huong, du Vietnam, sont accusées d'avoir tué Kim Jong Nam en lui jetant au visage un agent neuro-toxique, le VX, à l'aéroport de Kuala Lumpur en février 2017.

Les deux femmes rejettent les accusations, assurant qu'elles ont été piégées par des agents nord-coréens et qu'elles pensaient participer à une farce pour un jeu télévisé. Mais pour le parquet, les deux accusées savaient parfaitement ce qu'elles faisaient et avaient été soigneusement préparées pour commettre leur acte, digne, selon les procureurs, d'un film de James Bond.

La procédure judiciaire devrait désormais durer au moins jusqu'à la mi-2019 compte tenu d'une série de contretemps, dont une nouvelle demande de la défense.

Le procès des deux femmes âgées d'une vingtaine d'année a été ralenti par un grand nombre de témoins à entendre et un petit nombre d'audiences prévues.

Les deux accusées sont passibles de la peine de mort par pendaison. Le nouveau gouvernement malaisien s'est engagé à abolir la peine capitale pour tout type de délits, mais le Parlement n'a pas encore validé cette réforme.

Source : AFP

Carlos Ghosn fustige sa détention prolongée, impensable dans toute "autre démocratie"

31 janvier 2019

"Seul face à une armée chez Nissan" qui veut "détruire sa réputation" : Carlos Ghosn s'est insurgé jeudi contre sa situation qui ne serait "normale", selon lui, "dans aucune autre démocratie", lors d'un entretien avec l'AFP et Les Echos au centre de détention de Tokyo.

Après deux mois d'incarcération pour des malversations financières présumées, le bâtisseur de l'alliance automobile Renault-Nissan-Mitsubishi Motors a clamé son sentiment "d'injustice",

derrière une paroi transparente le séparant des deux journalistes dans une petite salle de la prison. "Pourquoi suis-je puni avant d'être reconnu coupable ?", s'interroge-t-il.

Visé par trois inculpations pour abus de confiance et minoration de revenus aux autorités boursières sur la période 2010 à 2018, il rejette toute malversation.

Le magnat de l'automobile espérait auparavant pouvoir être relâché et s'exprimer à ce moment-là, mais après avoir essuyé plusieurs revers, il a décidé de contre-attaquer dans la presse.

Selon lui, on a voulu l'éliminer du jeu car il voulait créer une société holding contrôlant Renault, Nissan et Mitsubishi Motors. Il en avait discuté avec le patron de Nissan, Hiroto Saikawa.

M. Saikawa a réfuté à plusieurs reprises cette notion de "coup d'Etat", parlant de "preuves" de malversations qui accablent son ancien mentor.

"C'est la seule cause de cette chaîne d'événements", a insisté jeudi Nissan qui reproche à Carlos Ghosn, outre les charges du parquet, d'avoir utilisé l'argent de la société pour s'offrir des résidences luxueuses ou embaucher sa sœur pour un emploi "fictif". Il pourrait rester en prison jusqu'à son procès, qui n'aura pas lieu avant des mois. Il risque jusqu'à 15 ans de prison.

Source : AFP

Thaïlande : la pollution contraint Bangkok à fermer des centaines d'écoles

30 janvier 2019

Les autorités thaïlandaises ont ordonné mercredi la fermeture jusqu'à vendredi des centaines d'écoles de la capitale, Bangkok, frappée depuis plusieurs semaines par un sévère épisode de pollution atmosphérique, une décision sans précédent dans l'histoire de la mégalopole.

L'inquiétude monte parmi les quelque 12 millions d'habitants de la capitale thaïlandaise, de plus en plus nombreux à porter des masques dans les rues ou le métro.

Car cette année le pic de pollution se prolonge depuis début janvier.

"C'est un des pires épisodes de l'histoire de la ville. C'est une véritable crise sanitaire", a déploré Tara Buakamsri, directeur Thaïlande de l'ONG Greenpeace. Selon lui, la sévérité et la longueur de ce pic sont la combinaison de plusieurs facteurs : l'absence de vent et d'humidité ainsi qu'un vent froid venu de Chine empêchent la dispersion des polluants.

La pollution n'est pas un phénomène récent à Bangkok, mais les conditions météorologiques particulières rendent les choses très difficiles cette année, confirme Siwatt Pongpiachan, professeur en sciences de l'environnement à l'Institut national pour l'administration du développement.

Scientifiques et écologistes demandent à la Thaïlande de limiter l'usage du charbon dans les centrales autour de la ville, d'encadrer davantage les nombreux chantiers de construction et de miser davantage sur les transports en commun alors que la mégalopole compte près de 10 millions de voitures, dont 2,5 roulent au diesel.

Dans un pays où la conscience écologique reste encore faible, les politiques commencent à s'emparer du sujet à l'approche des élections législatives annoncées le 24 mars, les premières depuis le coup d'Etat militaire de 2014.

"Être parmi les dix villes les plus polluées au monde a un impact sur la santé de nos concitoyens et sur l'économie. Cela va affecter le tourisme", a mis en garde il y a quelques jours sur les réseaux sociaux Thaksin Shinawatra, l'ancien Premier ministre renversé par les militaires en 2006 et aujourd'hui en exil.

Son parti, le Pheu Thai, principale force d'opposition, tente de surfer sur la vague d'inquiétude des habitants en distribuant des masques anti-pollution à Bangkok. Le nouveau parti d'opposition Future forward a aussi commencé à le faire.

Source : AFP

Année record pour le tourisme en Thaïlande

28 janvier 2019

La Thaïlande a accueilli 38,27 millions de touristes étrangers en 2018, annonce lundi le ministère du Tourisme, en hausse de 7,5% par rapport à l'année précédente. Le ministère prévoit une hausse de la fréquentation touristique en 2019. Le tourisme est un secteur vital. Gros pourvoyeur d'emplois, il représente 12% du produit intérieur brut du royaume.

Source : Reuters

Des milliers d'Australiens dénoncent "le jour de l'Invasion"

26 janvier 2019

Des milliers d'Australiens ont participé samedi dans tout le pays à des rassemblements contre la fête nationale marquant l'arrivée des premiers colons britanniques en 1788, qu'ils considèrent comme une insulte aux populations indigènes.

Pour beaucoup d'Australiens, la "Journée de l'Australie" célébrée le 26 janvier représente le début de l'oppression du peuple aborigène. Ils exigent que cette journée de la fête nationale soit repensée et manifestent chaque année ce jour-là contre l'"Invasion day" (le jour de l'Invasion), en pleine saison estivale.

L'Australie "a toujours été et sera toujours la terre des Aborigènes", ont scandé des manifestants à Melbourne, brandissant des pancartes proclamant "L'Australie est une scène de crime".

Les milliers de manifestants rassemblés dans les principales villes du pays ont appelé à un changement de date pour la fête nationale, ou sa suppression pure et simple.

En Australie, les populations aborigènes sont les plus défavorisées, avec un taux de pauvreté supérieur à celui des autres communautés. Elles ont aussi un moins bon accès aux soins et sont surreprésentées dans les prisons. De nombreuses célébrations marquent samedi la fête nationale, lors de laquelle plus de 16.000 nouveaux Australiens prêtent serment.

Source : AFP

AMERIQUES

La vague de froid polaire aux USA a fait une vingtaine de morts

1^{er} février 2019

La vague d'air polaire qui a envahi une partie des Etats-Unis cette semaine, du Dakota à l'Ohio, a fait au moins 21 morts selon les autorités et devrait céder la place ce week-end à des températures bien plus clémentes.

Les écoles ont été fermées dans plusieurs villes du Middle West, notamment à Chicago où le thermomètre a affiché -31°C. Des milliers de vols ont été annulés au reportés et les services ferroviaires ont été suspendus.

Plus de 40 records de basse température ont été établis dans la seule journée de jeudi dans toute la région en raison de ce vortex polaire, tourbillon venu du pôle Nord et poussé vers le sud par les déplacements des masses d'air.

La température la plus basse (-56°C) a été relevée à Cotton, dans le Minnesota.

Le mercure devrait remonter autour de 10°C et l'air froid "s'évaporer" au cours du week-end, selon les services météorologiques.

Source : Reuters

Les Etats-Unis grelottent mais est-ce la faute du changement climatique ?

31 janvier 2019

La vague de froid polaire qui s'abat en ce moment sur une grande partie des Etats-Unis, avec des températures négatives à deux chiffres, est la plus rude en 20 ans dans plusieurs régions. Est-elle liée au changement climatique ? Des experts estiment que oui, mais la question du rôle fait encore débat, et voici pourquoi.

- Qu'est-ce qu'un vortex polaire ? -

"C'est une masse d'air très froid qui, normalement, se trouve pile sur le pôle Nord et a tendance à être confinée au pôle Nord par le jet-stream", explique Ben Kirtman, professeur de sciences atmosphériques à l'université de Miami.

D'ordinaire, le jet-stream, un vent circulant très vite dans l'atmosphère, garde cet air froid dans l'Arctique. Mais quand le jet-stream faiblit, le froid peut se répandre.

La vague de froid de cette semaine va battre des dizaines de records journaliers en termes de basses températures dans certaines zones.

Et d'après la Nasa, des vents nord-ouest persistants vont "probablement ajouter à la souffrance, provoquant de dangereux ressentis en dessous de -40 degrés Celsius à certains endroits dans 12 Etats".

- Pourquoi le jet-stream faiblit-il ? -

La force du jet-stream est liée aux contrastes de température entre les tropiques et les pôles.

Plus le contraste est accentué, plus le jet-stream est fort, et plus il est (en théorie) probable que l'air polaire reste dans l'Arctique.

Selon certaines indications, il se peut que lorsque les pôles se réchauffent, il y ait moins de contraste en température entre les tropiques et les pôles ; et cela peut rendre le jet-stream plus instable, permettant à l'air froid de se répandre.

Il est désormais notoire que l'Arctique se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète.

Source : AFP

Trump dit avoir eu l'assurance de ne pas être visé par l'enquête russe

1^{er} février 2019

Donald Trump a déclaré jeudi que ses avocats s'étaient vus garantir par le ministre adjoint de la Justice, Rod Rosenstein, qu'il n'était pas visé par l'enquête menée par le procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence présumée de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016.

S'exprimant dans un entretien au New York Times, le président américain a aussi dit qu'il n'avait jamais évoqué avec Roger Stone, un allié de longue date, des données piratées susceptibles de nuire au Parti démocrate, notamment sa rivale Hillary Clinton, lors de la campagne électorale de 2016.

Roger Stone a plaidé non coupable, mardi devant un tribunal fédéral à Washington, des chefs d'inculpation qui le visent dans le cadre de l'"enquête russe", qui vise également à établir s'il y a collusion entre des membres de la campagne Trump et des représentants russes.

Il avait attiré l'attention durant la campagne électorale en laissant entendre qu'il était en possession de données obtenues par des pirates informatiques susceptibles d'embarrasser les démocrates. Stone les aurait obtenues via des contacts avec une organisation qui semble correspondre au site WikiLeaks.

Source : Reuters

Washington songe à puiser dans ses réserves de pétrole

29 janvier 2019

L'administration Trump envisage de puiser dans les réserves stratégiques de pétrole des Etats-Unis pour atténuer l'impact sur les cours des nouvelles sanctions prises contre le Venezuela, a-t-on appris mardi de source gouvernementale.

L'annonce des sanctions contre le Venezuela a fait grimper les cours du brut de plus de 2% sur le marché new-yorkais Nymex mardi.

Aucune décision n'a encore été prise, a-t-on précisé.

Le gouvernement a imposé lundi des sanctions contre la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA dans le but de faire pression sur le président Nicholas Maduro.

Les réserves stratégiques, situées en sous-sol sur les côtes de Louisiane et de Texas, renferment actuellement 649,1 millions de barils de pétrole brut.

Y recourir n'est pas imminent, mais le rôle des réserves est à prendre en compte quand l'administration s'interroge sur l'équilibre du marché mondial puisqu'elle stocke davantage de brut que ce qui est requis aux termes d'accords internationaux, a précisé la source.

La loi autorise le département de l'Energie à vendre jusqu'à cinq millions de barils aux raffineurs en cas de nécessité et le président peut aussi décider de puiser dans les réserves en réponse à des perturbations d'approvisionnement.

Mais les stocks américains comprennent peu de pétrole lourd tel que celui fourni par le Venezuela, membre de l'Opep.

Le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a assuré lundi que les niveaux d'approvisionnement étaient suffisants pour prévenir tout impact majeur sur les prix de l'essence à court terme.

Dan Brouillette, secrétaire adjoint à l'Energie, a déclaré que son ministère ne s'inquiétait pas pour l'approvisionnement du marché en dépit de la baisse des importations de pétrole vénézuélien. "Sur les prochaines années, l'offre mondiale de brut devrait dépasser la demande & la production US devrait atteindre un plus haut historique de 12 millions de barils par jour".

Source : Reuters

Le shutdown aurait coûté 3 milliards de dollars à l'économie américaine

28 janvier 2019

La fermeture partielle du gouvernement fédéral pendant trente-cinq jours devrait faire perdre 3 milliards de dollars à l'économie américaine, estime le Bureau du budget du Congrès (Congressional Budget Office, CBO), un organisme non partisan.

Ce "shutdown", le plus long de l'histoire des Etats-Unis, devrait coûter au pays 0,02 point de croissance en 2019. Des conséquences plus importantes se feront sentir auprès de certaines catégories d'entreprises ou d'employés, en particulier des 800.000 fonctionnaires américains qui n'ont pas été payés pendant cinq semaines, ajoute le CBO.

La perte de croissance durant le gel partiel des activités gouvernementales est évaluée à environ 11 milliards de dollars mais 8 milliards de dollars seront récupérés grâce à la réouverture des ministères et au paiement des arriérés de salaires des employés fédéraux, explique le CBO.

Donald Trump avait provoqué ce shutdown le mois dernier en refusant le financement des ministères tant qu'il n'aurait pas obtenu 5,7 milliards de dollars pour la construction d'un mur à la frontière entre Etats-Unis et Mexique. Le président américain a finalement cédé vendredi en acceptant la réouverture du gouvernement jusqu'à la mi-février, sans les fonds qu'il réclamait.

Source : Reuters

Les Etats-Unis commencent à renvoyer au Mexique des demandeurs d'asile

30 janvier 2019

Les Etats-Unis ont commencé mardi à renvoyer au Mexique des migrants demandant l'asile pendant l'examen de leur dossier par la justice américaine, dans le cadre d'une nouvelle mesure polémique du président Donald Trump.

Une grande caravane venue du Honduras avait rassemblé plus de 7.000 personnes fin octobre.

"A partir d'aujourd'hui, les Etats-Unis ont commencé à appliquer les Protocoles de protection des migrants. (...) Cette action est une réponse à la crise de migration illégale à laquelle les Etats-Unis sont confrontés à leur frontière sud", a expliqué l'ambassade américaine au Mexique.

Elle rappelle qu'en vertu de ces protocoles des migrants entrés illégalement "pourront être renvoyés au Mexique pendant la durée de leur procédure migratoire".

Le gouvernement mexicain avait déclaré la semaine dernière qu'il "désapprouvait" cette mesure unilatérale des États-Unis, mais qu'il accueillerait ces migrants pour des raisons "humanitaires".

Au cours des cinq dernières années, les demandes d'asile ont augmenté de 2.000%, "car beaucoup de migrants savent qu'en faisant une demande d'asile ils ont l'opportunité de rester aux Etats-Unis, même si leur demande d'asile n'est pas justifiée", explique l'ambassade américaine.

Environ 90% des demandes d'asile sont rejetées par les juges et concernent en majorité des Centraméricains fuyant la pauvreté et la violence dans leur pays. Le système accumule de plus des retards énormes, avec 800.000 demandes d'asile en attente, selon les autorités américaines.

Annoncé en décembre, le plan "Rester au Mexique" du président Donald Trump a été vivement critiqué des deux côtés de la frontière.

N'oublions pas l'importance de la violence générée par les cartels de la drogue au Mexique, organisations éminemment puissantes.

Le président américain a provisoirement renoncé la semaine dernière au financement de son mur à la frontière mexicaine, censé stopper l'immigration illégale provenant du sud, pour pouvoir sortir du "shutdown", la plus longue paralysie de l'administration fédérale de l'histoire des États-Unis.

Source : AFP

Amérique latine : les réfugiés et migrants vénézuéliens pris pour cible (ONU)

28 janvier 2019

Le Représentant spécial conjoint de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour les réfugiés et migrants vénézuéliens a appelé les pays de l'Amérique latine à rester fidèles à leur tradition de solidarité.

« Face à cette crise monumentale, la réaction des pays de la région a été exemplaire envers les réfugiés et migrants vénézuéliens », a déclaré Eduardo Stein.

Cependant, bien qu'il s'agisse de cas isolés qui ne représentent pas la réalité, des actes de haine, d'intolérance et de xénophobie sont extrêmement préoccupants.

Le Représentant conjoint a regretté le fait que ces derniers jours, des citoyens vénézuéliens soient « les cibles d'actes de violence, d'attaques physiques et verbales, ainsi que de menaces, dans plusieurs pays de la région ».

Les pays de la région ont jusque-là accueilli les Vénézuéliens chaleureusement, avec générosité et respect, de la même manière que – par le passé – le peuple vénézuélien avait ouvert ses portes à un grand nombre de réfugiés et de migrants de la région.

Le HCR et l'OIM continueront à appuyer les efforts menés par les États et la société civile en vue de répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés et des migrants, et à soutenir également les communautés d'accueil.

Source : ONU

Venezuela : Guaido prêt à négocier, si le départ de Maduro est dans la balance

1^{er} février 2019

Le président autoproclamé du Venezuela Juan Guaido a prévenu vendredi qu'il était prêt à d'éventuelles négociations, mais seulement si le départ de l'actuel chef de l'Etat Nicolas Maduro était dans la balance.

"Nous serons intéressés par une négociation" dans le seul but de définir "les termes de la fin de l'usurpation, ce qui permettra de transférer le pouvoir (...) et de lancer un processus de transition aboutissant à des élections libres", a écrit le leader de l'opposition vénézuélienne dans un courrier adressé aux présidents du Mexique et d'Uruguay.

Ces deux pays ont annoncé mercredi la tenue d'une conférence des pays neutres vis-à-vis de la crise au Venezuela, le 7 février à Montevideo. Le chef du Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition, a appelé les dirigeants mexicain et uruguayen à participer à la mise en place d'un "gouvernement de transition" qui appellera à des élections.

L'opposition vénézuélienne juge le second mandat de M. Maduro, entamé le 10 janvier, illégitime car issu d'élections frauduleuses. Juan Guaido, 35 ans, s'est autoproclamé "président en exercice" le 23 janvier et a appelé dimanche dernier à manifester notamment samedi, jour anniversaire des 20 ans de la "révolution bolivarienne".

Plusieurs pays de l'Union européenne, comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne, devraient reconnaître à compter de lundi Juan Guaido comme président du Venezuela, a-t-on appris de sources diplomatiques à Bruxelles.

Ces quatre pays européens ont fait savoir samedi dernier qu'ils reconnaîtraient Juan Guaido si de nouvelles élections n'étaient pas annoncées au Venezuela dans un délai de huit jours, soit d'ici dimanche.

Le Parlement européen, lui, a clairement reconnu jeudi Juan Guaido en tant que chef de l'Etat par intérim, comme l'ont fait les Etats-Unis, le Canada et plusieurs pays d'Amérique latine. L'Union européenne va par ailleurs diriger un groupe de contact international qui se donne trois mois pour résoudre la crise politique au Venezuela.

Sources : AFP, Reuters

L'UNICEF appelle à protéger les 3.000 enfants qui ont quitté le Guatemala pour le Mexique

31 janvier 2019

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a appelé jeudi à protéger les 3.000 enfants qui ont quitté le Guatemala pour le Mexique ces deux dernières semaines.

Depuis le 17 janvier, plus de 12.000 personnes, dont près de 3.000 enfants, ont quitté Tecun Uman, au Guatemala, pour se rendre à Tapachula, au Mexique, a indiqué l'UNICEF.

L'agence onusienne juge essentiel de maintenir une protection spéciale pour ces enfants, en particulier pour ceux qui voyagent seuls.

Selon des sources gouvernementales, plus de 30.000 enfants du Honduras, du Guatemala et du Salvador ont été temporairement retenus dans des centres de détention en 2018.

Le nouveau gouvernement mexicain a officiellement pris l'engagement de mettre fin à la détention de tous les enfants migrants et s'emploie actuellement à mettre en œuvre cette nouvelle politique. L'UNICEF et d'autres organisations appuient étroitement ces efforts en contribuant à la recherche de solutions de substitution à la détention.

Source : ONU

Mexique : le président Lopez Obrador menacé par un groupe criminel

1^{er} février 2019

Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a été menacé jeudi par des membres présumés d'un groupe criminel qui exigent le retrait des militaires déployés pour combattre les vols de carburant, sous peine de s'en prendre aux forces de l'ordre et aux civils.

Cette menace intervient deux semaines après l'incendie meurtrier, dans le centre du pays, d'un oléoduc qui présentait une fuite où des habitants venaient dérober de l'essence ; en pleine offensive du gouvernement mexicain contre les vols de combustible.

Le président mexicain, qui a pris ses fonctions le 1^{er} décembre, a lancé une offensive contre les vols de combustible qui coûtent environ 3 milliards de dollars à l'entreprise publique Pemex, et génèrent de nombreuses violences.

Le Mexique a enregistré en 2018 un chiffre record de violences, avec 33.341 homicides.

Source : AFP

Brésil : réouverture d'une enquête visant un fils de Bolsonaro

1^{er} février 2019

Un juge de la Cour suprême brésilienne a rouvert vendredi une enquête sur Flavio Bolsonaro, l'un des fils du chef de l'Etat, à propos de versements en espèces qui intriguent la justice.

L'affaire porte notamment sur des paiements suspects de Flavio Bolsonaro à son ancien chauffeur, Fabricio Queiroz.

L'affaire a éclaté en décembre lorsque le Conseil de contrôle des activités financières (COAF) a établi que 1,2 millions de reais (285.000 euros) avaient transité sur le compte bancaire de Queiroz en 2016 et 2017.

Certains paiements ont ensuite été faits à l'épouse du président, Michelle, et Jair Bolsonaro a affirmé que Queiroz remboursait ainsi à sa femme un prêt personnel.

Le COAF a ensuite mis au jour des transferts en espèces d'une valeur de près de 100.000 reais (23.700 euros) en seulement un mois sur le compte de Flavio.

Source : Reuters

Catastrophe au Brésil : le groupe Vale sous pression

29 janvier 2019

Le gouvernement et la justice accentuaient la pression mardi sur le groupe minier Vale, exigeant des explications sur la rupture du barrage de Brumadinho, en aval duquel la masse de boue commençait à rendre de nombreux corps.

Cinq ingénieurs ont été placés en détention préventive dans le cadre de l'enquête pour établir les responsabilités de la tragédie de vendredi dernier, qui a fait au moins 65 morts et 288 disparus, selon le dernier bilan officiel.

Au total, 11,8 milliards de reais (environ 2,8 milliards d'euros), ont déjà été saisis sur les comptes de la compagnie, au titre de réparation. "Je suis dans un film d'horreur. Ce sont des gens avec qui j'ai grandi. Je ne sais pas comment je vais pouvoir surmonter tout ça", a dit à l'AFP Cleyton Candido, 38 ans, devant sa maison, juste à côté du cimetière.

Il est maintenant question de durcir les normes de sécurité des barrages.

Un virage forcé pour le gouvernement Bolsonaro, qui semblait plutôt enclin à assouplir les règles en matière de protection de l'environnement et critiquait le zèle des agences publiques chargées des contrôles.

La vague de résidus miniers qui a tout dévasté sur son passage a également contaminé la rivière Paraopeba, qui traverse Brumadinho, teintée de marron.

"L'eau de notre rivière était cristalline, mais les compagnies minières ne pensent qu'au profit", a déploré Vanderlei Alves, chauffeur de 52 ans. "La rivière est morte", a-t-il ajouté.

Cette contamination touche de plein fouet la communauté indigène du village Nao Xoha ("Esprit guerrier"), où vivent 27 familles privées d'eau potable.

Autre motif d'inquiétude, cette rivière est un affluent du fleuve Sao Francisco, un des plus importants d'Amérique du sud, d'une longueur plus de 2.800 km.

"C'est très préoccupant, parce que cette boue toxique avance au fur et à mesure et on s'attend à ce qu'elle parcoure encore 220 km, jusqu'à ce qu'elle atteigne un autre barrage qui pourrait la retenir", a expliqué à l'AFP Marcelo Laterman, géographe de Greenpeace, qui dénonce un "crime environnemental".

Cette région avait déjà été endeuillée en 2015 par la rupture d'un autre barrage minier géré par Vale (en copropriété avec l'anglo-australien BHP) près de Mariana, à 120 km de Brumadinho, qui avait fait 19 morts et causé un désastre environnemental sans précédent au Brésil.

Source : AFP

Guyane : soldats et gendarmes contre garimpeiros, au coeur de la forêt

29 janvier 2019

Quand le soldat français sorti à pas de loup de la jungle lui a posé la main sur l'épaule, le garimpeiro, accroché au jet haute pression qui ravage la terre rouge de Guyane, a compris qu'il avait tout perdu.

Ils sont trois, mains abîmées, mâchoires serrées, regards de bêtes traquées, vêtus de hardes déchirées sur des bottes en caoutchouc, à être tombés dans les filets des hommes de l'opération Harpie dans cette région aurifère du centre de la Guyane.

"Vous êtes placés en garde à vue pour délit d'orpaillage illégal... Vous comprenez ? Vous parlez français ?" leur demande le lieutenant de gendarmerie Jérémy Coquil qui, officier de police judiciaire, accompagne dans leur patrouille les Marsouins du 9^e régiment d'infanterie de Marine (RIMa), au cœur de la forêt guyanaise.

Pas de réponse. Une larme coule sur une joue maculée de boue. Ce sont des Bushinengues, descendants des anciens esclaves africains évadés du Suriname voisin, vivant sur les rives du fleuve Maroni. Le piroguier de la patrouille, employé de l'armée française, sert d'interprète.

- Ils comprennent. Ils disent qu'ils ont laissé leurs affaires dans la forêt...

- Ils sont en garde à vue. Nous allons les conduire au poste d'Apatou. Ils ont droit à un avocat et à un coup de téléphone", dit le gendarme.

Surinamiens, n'appartenant pas aux bandes brésiliennes qui tiennent et ravagent la forêt, les trois pauvres bougres interpellés n'avaient pas été prévenus par leurs sentinelles. Assourdis par le bruit de leurs moto-pompes, ils n'ont rien entendu venir. Ils ont perdu leur matériel, détruit sur place par les gendarmes, pour lequel ils se sont le plus souvent endettés.

L'orpaillage clandestin, dans la forêt la plus dense du monde, est d'abord une question de logistique. Tout passe par le fleuve et ses affluents, puis en quad sur des pistes taillées à la machette.

Mais sur l'autre rive du Maroni, c'est le Suriname, où la complicité de la police et de l'armée s'achète pour quelques grammes d'or. Les Marsouins du 9^e RIMa doivent savoir surprendre l'adversaire, choisir les emplacements de leurs postes de contrôle, les lieux de leurs embuscades nocturnes.

"Ils reviennent. Ils reviennent toujours", dit le capitaine Jean-Sébastien. "Pour motiver mes gars, je leur dis que nous sommes là pour tondre la pelouse. "Si vous ne tondez pas, vous avez de l'herbe jusqu'aux genoux. Nous ne les éradiquerons jamais, alors il faut contenir le phénomène autant que possible".

Source : AFP

EURASIE

L'UE instaure à son tour des quotas sur ses importations d'acier

1^{er} février 2019

L'Union européenne instaurera à partir de samedi des quotas sur ses importations d'acier pour éloigner le risque d'un afflux massif de produits sidérurgiques en réponse aux droits de douane imposés l'an dernier par les Etats-Unis.

Toutes les importations d'acier seront soumises à ces quotas jusqu'à la fin juin 2021.

Cette décision doit répondre aux inquiétudes des aciéristes européens qui craignent que les produits sidérurgiques qui ne seront plus importés par les Etats-Unis inondent le marché européen.

Le principe est d'appliquer une taxe à l'importation de 25% une fois que les quotas sont dépassés. Vingt-six catégories de produits sidérurgiques sont concernées. Des limites spécifiques s'appliquent aux grands pays exportateurs.

Eurofer, la fédération européenne de la sidérurgie qui compte ArcelorMittal ou ThyssenKrupp parmi ses membres, s'est félicitée des décisions de l'UE.

L'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA) juge, quant à elle, ces mesures protectionnistes.

La Commission a constaté une hausse des importations dans l'UE depuis mars, lorsque les USA ont imposé des droits de douane sur les importations chinoises, de 25% pour l'acier et de 10% pour l'aluminium, mesures étendues en juin à l'UE, au Canada et au Mexique. Les principaux exportateurs d'acier vers l'UE sont : Chine, Inde, Russie, Corée du Sud, Turquie, Ukraine.

Source : Reuters

Le président kosovar se dit prêt à un compromis avec la Serbie

29 janvier 2019

Le Kosovo est prêt à un accord de compromis avec la Serbie afin de surmonter le contentieux de longue date qui les oppose, a déclaré le président kosovar, Hashim Thaci, dans une lettre à Donald Trump.

La Serbie et son ex-province du Kosovo, qui a proclamé son indépendance en 2008, se sont engagés en 2013 à mener un dialogue, sous l'égide de l'Union européenne, pour tenter de résoudre leurs problèmes, mais peu d'avancées ont été réalisées.

Les discussions ont été interrompues en novembre, lorsque le gouvernement kosovar a décidé de doubler les droits de douane sur les produits d'importation de fabrication serbe. Belgrade a dit alors ne plus vouloir tenir de discussions tant que la question du commerce bilatéral n'aurait pas été réglée.

On ignore pourquoi le président kosovar ne rend publique sa lettre que maintenant, des jours après avoir reçu une missive du président américain l'exhortant à tout faire pour conclure un accord avec la Serbie.

Hashim Thaci avait dit en juin dernier qu'il recherchait une solution avec la Serbie en "apportant un correctif aux frontières". Responsables et analystes au Kosovo avaient estimé que cela signifiait des échanges de territoires.

Son plan a suscité l'inquiétude des pays voisins et des pays occidentaux, qui y ont vu une volonté du Kosovo d'englober dans le Kosovo trois municipalités serbes peuplées essentiellement d'Albanais de souche, communauté qui représente jusqu'à 90% de la population du Kosovo.

Source : Reuters

Moscou condamné par la CEDH à verser 10 millions d'euros à la Géorgie

31 janvier 2019

La Russie a été condamnée jeudi par la Cour européenne des droits de l'homme à verser 10 millions d'euros à la Géorgie, en réparation des dommages subis par 1.500 de ses ressortissants, expulsés par Moscou en 2006, deux ans avant la guerre qui allait éclater entre ses forces et celles de Tbilissi.

Dans un premier arrêt rendu en 2014, la juridiction du Conseil de l'Europe avait condamné la Russie pour mise en œuvre d'expulsions collectives, traitements inhumains et dégradants, détentions arbitraires et absence d'un recours effectif.

Cette condamnation intervient à un moment où Moscou menace de quitter le Conseil de l'Europe, et donc la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme, ce qui ne l'exonérerait pas de répondre devant elle des requêtes déjà pendantes.

Deux autres requêtes, introduites par le gouvernement géorgien, sont en attente d'un jugement. L'une a été déposée après le conflit armé qui a opposé les deux pays en août 2008 en Ossétie du Sud, une région séparatiste de la république caucasienne.

La seconde, introduite en août 2018, concerne la détérioration de la situation des droits de l'Homme, alléguée par la Géorgie, le long des lignes de démarcation administrative entre le territoire qu'elle contrôle, l'Ossétie du Sud, et l'Abkhazie, autre région séparatiste soutenue par Moscou.

Source : Reuters

Ukraine : Porochenko, président pro-occidental à la peine face à la corruption

29 janvier 2019

Président pro-occidental, Petro Porochenko peut se targuer d'avoir arrimé l'Ukraine à l'Union européenne. Candidat à un second mandat, il devra cependant répondre aux frustrations quant à la guerre qui continue de couvrir dans l'est prorusse et à la corruption qui mine le pays.

Surnommé le "roi du chocolat" pour avoir fait fortune dans la confiserie, l'ancien milliardaire de 53 ans est élu président en mai 2014, remplaçant Viktor Ianoukovitch, destitué après trois mois de manifestations massives à Kiev déclenchées par sa décision d'annuler la signature d'un accord d'association avec l'UE pour se tourner vers Moscou.

Avait suivi une crise ouverte avec la Russie, l'annexion de la Crimée et un conflit armé dans l'Est prorusse. Arrivé au pouvoir à un moment critique pour l'Ukraine, cet homme au long parcours promettait d'endiguer la corruption omniprésente, d'adopter des réformes de fond et de mettre fin en "quelques jours" au conflit avec les séparatistes prorusses dans l'est du pays.

Cinq ans plus tard, le processus de paix dans l'est est au point mort et le renforcement des liens de cette ex-république soviétique avec l'Union européenne apparaît désormais comme sa principale réussite.

Après un effondrement économique en 2014 et 2015, l'Ukraine renoue avec la croissance, même si celle-ci est trop timide pour l'empêcher de devenir en 2018 le pays le plus pauvre d'Europe en termes de PIB par habitant, selon le Fonds monétaire international dont l'aide financière est cruciale.

Encouragé par les Européens, M. Porochenko a lancé de vastes réformes dans les secteurs énergétique et bancaire, visant le système des contrats publics, l'éducation ou encore la santé. Peu ont cependant été menées à leur terme par le président, notamment en termes de modernisation de la justice et de lutte contre la corruption, un mal qui ronge le pays.

Si de nouvelles structures anticorruption ont été mises en place, aucun haut responsable n'a jusqu'à présent été condamné, ce qui irrite les Occidentaux et retarde leur aide financière. Des scandales de corruption impliquant des proches du président, cité dans l'enquête internationale des "Panama Papers", ont terni son mandat.

Si la récente création en Ukraine d'une Eglise orthodoxe indépendante de la tutelle religieuse de Moscou a donné un léger coup de pouce à sa popularité, sa réélection est pourtant loin d'être assurée.

Il est devancé dans les derniers sondages par l'ex-Première ministre aux penchants populistes Ioulia Timochenko et est même talonné par un rival inattendu, le populaire comédien Volodymyr Zelensky.

Source : AFP

Russie : Poutine célèbre l'esprit "imprenable" de Leningrad

27 janvier 2019

Le président russe Vladimir Poutine a salué dimanche l'esprit "imprenable" de Saint-Pétersbourg lors des célébrations du 75^e anniversaire du siège de la ville qui fit au moins 800.000 morts entre 1941 et 1945.

Plus tôt dans la journée, des chars et des systèmes de défense anti-aériens ont défilé dans le centre de l'ancienne Leningrad devant des centaines de spectateurs par une température de -11°C.

La parade, qui s'est tenue sous la neige près du musée de l'Ermitage, a suscité la controverse, de nombreuses voix, y compris parmi les survivants du siège, la dénonçant comme un exemple de la propagande militariste menée par les autorités.

Lors d'un concert hommage, M. Poutine a affirmé que les troupes nazies, qui avait essayé de faire mourir de faim une "ville imprenable" et soumis leurs habitants à des "souffrances horribles", ne seraient jamais pardonnées.

Vladimir Poutine, 66 ans, n'était pas né pendant le siège, mais son frère aîné y a trouvé la mort. Il est enterré au cimetière Piskarevskoïe, où le président russe a déposé des roses rouges. La mère de M. Poutine, quant à elle, a failli mourir de faim lors du blocus, tandis que son père, qui combattait dans l'Armée rouge, a été blessé non loin de Léninegrad.

Alors que Léninegrad comptait trois millions d'habitants avant la guerre, plus de 800.000 personnes ont succombé à la faim, la maladie ou aux bombes pendant les 872 jours de siège par les armées d'Hitler.

Avant les célébrations, près de 5.000 personnes ont signé une pétition appelant les autorités à annuler la parade militaire, qualifiée de "carnaval sacrilège". "Je suis contre le militarisme", avait déclaré à l'AFP Yakov Gilinsky, un survivant du siège âgé de 84 ans. "La guerre est une horreur".

Certains estiment que l'argent consacré au défilé aurait dû être versé aux survivants du siège. Dans une déclaration commune, les ministres des Affaires étrangères russes et allemands ont annoncé dimanche que Berlin fournirait une aide de 12 millions d'euros pour les survivants du siège et aux anciens combattants.

Source : AFP

Italie : Salvini demande aux sénateurs italiens de lui épargner un procès ; il est menacé de prison

29 janvier 2019

Le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini a exhorté mardi le Sénat à rejeter une demande d'ouverture d'un procès déposée à son encontre par la justice en raison de son refus de laisser des migrants débarquer d'un navire.

Cet appel risque d'accentuer des tensions déjà palpables entre la Ligue d'extrême droite dirigée par Salvini et le Mouvement antisystème 5 Etoiles de Luigi di Maio, qui se partagent le pouvoir depuis juin dernier.

Le tribunal des ministres de Catane (Sicile) a requis la semaine dernière le renvoi de Salvini devant la justice pour abus de pouvoir et enlèvement dans l'affaire dite du Diciotti, un navire bloqué en mer pendant une semaine en août dernier avec quelque 150 migrants à bord.

Une commission du Sénat se réunit mercredi pour commencer à débattre d'une éventuelle levée de l'immunité parlementaire de Salvini. Elle devrait se prononcer à la fin février puis son avis

sera soumis à un vote en assemblée plénière. Avec 109 sénateurs, contre 58 pour la Ligue, sur un total de 320 sièges, le M5S tient les clés de la chambre haute du Parlement.

Le mouvement antisystème a toujours mené farouchement campagne contre les abus attribués aux parlementaires et lorsqu'il était dans l'opposition, il réclamait la démission des ministres visés par une enquête judiciaire.

Matteo Salvini risque jusqu'à quinze ans de prison s'il est jugé coupable.

Source : Reuters

Le gouvernement allemand veut agir vite sur une sortie du charbon

28 janvier 2019

La coalition au pouvoir en Allemagne va agir rapidement pour mettre en œuvre les préconisations d'une commission d'experts qui a recommandé de fermer toutes les centrales thermiques au charbon du pays d'ici 2038, a déclaré dimanche soir le ministre allemand de l'Economie, Peter Altmaier.

Membre de l'Union chrétienne démocrate (CDU), le parti conservateur d'Angela Merkel, Altmaier a ajouté qu'il était en contact étroit avec le ministre social-démocrate des Finances, Olaf Scholz, pour discuter de la concrétisation des recommandations de la Commission sur la sortie du charbon.

"Toute une série de lois seront nécessaires", a-t-il déclaré sur le plateau de la chaîne de télévision ARD, ajoutant qu'il resterait des détails à régler une fois le rapport des experts passé en revue par le gouvernement.

Les 28 membres de la "commission charbon", nommés par le gouvernement et issus de l'industrie, de l'université, d'associations de défense de l'environnement et de syndicats, ont recommandé de sortir du charbon d'ici 2038. Ils proposent notamment qu'au moins 40 milliards d'euros d'aides fédérales soient allouées au total d'ici 2040 aux régions charbonnières.

L'année dernière, l'Allemagne a tiré 38% de son énergie du charbon, et le secteur emploie des dizaines de milliers de personnes. Berlin, qui a décidé d'abandonner le nucléaire d'ici 2022 à la suite de la catastrophe de Fukushima, prévoit que les énergies renouvelables représenteront 65% de sa production totale d'ici 2030.

Source : Reuters

Manifestation de l'extrême droite polonaise à Auschwitz

28 janvier 2019

Quelques dizaines de nationalistes polonais se sont rassemblés dimanche près du camp d'extermination d'Auschwitz où des survivants de l'Holocauste tenaient une cérémonie annuelle marquant le 74^e anniversaire de sa libération.

C'est la première fois que l'extrême droite polonaise organisait une manifestation sur le site d'Auschwitz-Birkenau à l'occasion de cette journée internationale annuelle en mémoire des

victimes. Les deux cortèges se sont réunis dans des endroits distincts du site - transformé en musée - et ne se sont pas croisés.

"La nation juive et Israël font tout pour modifier l'histoire de la nation polonaise", a déclaré Piotr Rybak du Mouvement de l'indépendance polonaise qui organisait la manifestation. "Les patriotes polonais ne peuvent pas admettre cela".

Cette manifestation intervient dans un contexte de regain de l'antisémitisme en Europe alors que le parti ultraconservateur PiS au pouvoir à Varsovie est soupçonné de chercher à minimiser la complicité des Polonais avec l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

La quasi-totalité des Juifs polonais (plus de trois millions sur 3,2 millions) ont été exterminés par les nazis.

D'après l'Holocaust Memorial Museum de Washington, les nazis ont également tué au moins 1,9 million de Polonais qui n'appartenaient pas à la communauté juive.

Source : Reuters

PLANETE GLOBALE

La France veut une résolution de l'ONU contre le financement du terrorisme

1^{er} février 2019

La France a annoncé jeudi vouloir une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU contre le financement du terrorisme, qui s'appuie actuellement sur des "mandats-cash" et des "collecteurs de fonds" contre lesquels la coopération internationale doit s'intensifier.

Il reste "de nombreux défis à relever", a souligné François Delattre, ambassadeur français à l'ONU, en annonçant la présentation "dans les prochaines semaines" d'un projet de résolution "dédié à la lutte contre le financement du terrorisme".

L'adoption d'un texte est espérée en mars, lorsque la France sera présidente du Conseil de sécurité. Il s'agirait de la première résolution de l'ONU portant spécifiquement sur le sujet, selon une source diplomatique française.

Lors d'une réunion au siège de l'ONU à New York, la majorité des participants représentant la Russie comme des pays africains ou asiatiques ont plaidé pour un meilleur partage des informations entre gouvernements et services.

"Les défaites territoriales de Daech (un acronyme du groupe Etat islamique) ont émietté, éclaté son territoire et affaibli sa capacité à s'auto-financer. Mais ces réseaux n'ont pas pour autant disparu. La menace est évolutive et durable", a souligné lors d'une liaison vidéo Rémy Heitz, procureur de la République à Paris, chargé notamment des affaires terroristes en France.

Ce spécialiste de l'antiterrorisme a révélé que "depuis quatre ans, la justice française avait identifié près de 400 collecteurs de fonds établis dans des pays situés à proximité de la zone irako-syrienne".

"Ces intermédiaires financiers qui travaillent pour Daech ou Al-Qaïda recevaient des mandats-cash de type Western Union d'un montant allant de quelques dizaines d'euros jusqu'à plusieurs milliers d'euros, mandats envoyés depuis une centaine de pays dans le monde pour être transférés ensuite à des combattants jihadistes", a-t-il précisé.

Uniquement pour la "France, nous avons identifié plusieurs centaines d'expéditeurs ayant envoyé un ou plusieurs mandats de ce type à ces collecteurs, pour un montant total supérieur à un million de dollars", a-t-il indiqué.

"Ces enquêtes ont démontré qu'en suivant l'argent, on suivait des terroristes" et "la lutte contre le terrorisme passe nécessairement par la lutte contre le nerf de toutes les guerres, c'est-à-dire l'argent", a-t-il insisté.

Source : AFP

L'UNICEF a besoin de 3,9 milliards de dollars cette année pour assister 41 millions d'enfants à travers le monde

29 janvier 2019

Des millions d'enfants vivant dans des pays touchés par des conflits ou des catastrophes n'ont pas accès à des services essentiels de protection de l'enfance, une situation qui met en péril leur sécurité, leur bien-être et leur avenir, a prévenu mardi l'UNICEF en lançant un appel de fonds de 3,9 milliards de dollars.

Cet argent doit permettre à 41 millions d'enfants d'avoir accès à de l'eau salubre ainsi qu'à des services de nutrition, d'éducation, de santé et de protection dans 59 pays à travers le monde, a précisé l'UNICEF.

Les cinq appels de fonds individuels les plus importants concernent les réfugiés syriens et leurs communautés d'accueil en Égypte, Jordanie, Liban, Iraq et Turquie, le Yémen, la République démocratique du Congo, la Syrie et le Soudan du Sud.

Mais en 2018, l'UNICEF n'a reçu qu'un tiers des 21 millions de dollars nécessaires pour déployer ses programmes de protection de l'enfance en RDC et n'a pas pu réunir qu'1/5^e du financement demandé pour les enfants syriens.

L'année 2019 marque le 30^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et le 70^e anniversaire des Conventions de Genève. Pourtant, au cours des trois dernières décennies, il n'y a jamais eu autant de pays impliqués dans des conflits internes ou internationaux, une situation qui la sécurité et le bien-être de millions d'enfants.

Source : ONU

Le coût d'une cyberattaque mondiale irait de 85 à 193 milliards de dollars

29 janvier 2019

Une cyberattaque mondiale coordonnée, diffusée par un courrier électronique malveillant, pourrait causer des dommages économiques compris entre 85 milliards et 193 milliards de dollars, un scénario hypothétique issu d'un test de résistance de la gestion des risques.

Les demandes d'assurance concerneraient notamment des interruptions d'activité ou des cyber extorsions de fonds et une attaque pourrait toucher plusieurs secteurs dans le monde, selon un rapport publié mardi par le marché de l'assurance britannique Lloyd's of London et par Aon, spécialiste de la gestion des risques.

Les économies régionales davantage dominées par les services, en particulier les Etats-Unis et l'Europe, souffriraient davantage et seraient exposées à des pertes directes plus importantes, selon les auteurs du rapport.

Les gouvernements mettent de plus en plus les entreprises et les particuliers en garde contre la cybercriminalité susceptible d'être le fait de gouvernements étrangers ou de criminels aux visées financières.

Vendredi dernier, le National Cyber Security Center britannique a annoncé qu'il enquêtait sur une campagne de détournement de système de noms de domaine à grande échelle qui a concerné des gouvernements et des organisations commerciales au niveau mondial.

Lundi, Altran Technologies, spécialiste français des services d'ingénierie et de R&D, a révélé avoir été victime la semaine dernière d'une attaque informatique qui a affecté ses activités dans certains pays en Europe.

A plus grande échelle, des données personnelles et des documents provenant de centaines de personnalités allemandes, dont la chancelière Angela Merkel, ont été publiés en ligne, ce qui est semble-t-il l'une des violations de données les plus importantes en Allemagne.

Source : Reuters

La faim provoquée par les conflits s'aggrave, selon un nouveau rapport de l'ONU

28 janvier 2019

La situation dans les huit endroits du monde où l'on recense le plus grand nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire montre que le lien entre conflit et faim demeure trop persistant et mortel, selon un nouveau rapport publié lundi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

La situation en Afghanistan, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et au Yémen s'est aggravée fin 2018, en grande partie en raison des conflits, tandis que quelques améliorations ont été enregistrées en Somalie, en Syrie et dans le Bassin du Lac Tchad grâce notamment à un meilleur contexte sécuritaire.

Au total, près de 56 millions de personnes à travers les huit zones de conflit ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et d'assistance. Et les actes de violence contre le personnel humanitaire sont en hausse, parfois forçant les organisations à suspendre leurs opérations et à priver les populations vulnérables d'une aide précieuse.

En 2018, des travailleurs humanitaires et des établissements ont été la cible d'attaques dans tous les pays couverts par le rapport.

La résolution 2417 du Conseil de sécurité de l'ONU condamne sans ambiguïté la famine comme arme de guerre.

Elle appelle toutes les parties d'un conflit armé à respecter leurs obligations dans le cadre du droit international humanitaire afin de minimiser les impacts des actions militaires sur les civils, y compris la production et la distribution alimentaires, et de permettre aux humanitaires d'accéder en toute sécurité et de manière opportune aux civils.

Le nombre croissant de conflits prolongés à travers le monde engendre des niveaux de faim sans précédent. Une détérioration importante de la sécurité alimentaire lors de la saison creuse cette année - juin à août - est attendue dans le Bassin du Lac Tchad, dont le Nord-Est du Nigéria, les régions du Lac Tchad et de Diffa au Niger, où les militants de Boko Haram sont actifs.

Source : ONU